

Méthodes, concepts et théories dans le champ militaire

Bernard Boëne*

Dans le meilleur des mondes souhaitables, les méthodes des sciences sociales s'adaptent aux objets qu'elles étudient. Dans le monde réel, des traditions de recherche établies appliquent leurs méthodes préférées aux objets d'étude les plus divers – souvent sans s'interroger sur leurs éventuelles spécificités. Elles le font soit par un acte de foi dans leurs vertus heuristiques, soit parce que leurs outils ne semblent pas permettre autre chose, soit encore parce qu'elles supposent qu'on peut délibérément minorer des caractères spécifiques ou les subsumer sous des catégories plus générales. Étant donné que les approches de sciences sociales diffèrent de manière très sensible dans leurs postulats méta-théoriques (ontologie, épistémologie, vue axiomatique de la nature humaine), les fruits qu'elles portent lorsqu'on les applique à un même objet sont également susceptibles de diverger. Si leur valeur scientifique est difficile à évaluer *in abstracto*, et si la vérité absolue est hors de portée, il demeure possible de discriminer entre elles sur la base rationnelle du caractère plus ou moins convaincant des théories qu'elles produisent à propos d'objets particuliers¹ – et donc entre les méthodes² qui sont habituellement les leurs.

C'est ce que se propose de faire le présent article en examinant la littérature de sciences sociales portant sur les conflits armés, les institutions martiales et les rapports armées-État-société. Au vu de l'ambition affichée, le choix de la thématique militaire, pour elle-même et comme étude de cas, se recommande à plusieurs égards. D'abord, l'ubiquité apparente des conflits armés, la litanie de leurs bilans victimaires, leur impact immédiat et de long terme sur tous les compartiments de la vie sociale, le poids des institutions de type militaire dans la société, la culture, la politique et l'économie, en font un sujet dont l'intérêt n'a rien de périphérique. En second lieu, malgré son évidente importance, il est

* Cet article revisite, traduit et augmente un texte publié en anglais in *Archives Européennes de Sociologie/ European Journal of Sociology* (xlix/3, pp.367-398) en 2008 sous le titre: "Method and Substance in the Military Field".

¹ Une telle ambition a pour source le conseil épistémologique de Jean-Michel Berthelot face à la prolifération des approches : éviter les pièges de la réduction par une *synthèse* sélective (la "grande théorie" du type de celle qu'on trouve chez Parsons, Habermas, Giddens, Bourdieu et d'autres) ou par la *domination* d'une école de pensée sur les autres, et à cette fin, se limiter modestement à une comparaison des traditions de recherche, non pas globalement et dans l'abstrait, mais dans le détail et sur des registres thématiques particuliers, pour déterminer le degré de succès ou d'échec qu'elles y connaissent, dans l'espoir qu'au fil du temps la multiplication des efforts dans ce sens rendront la question plus facilement gérable. Cf. Berthelot, 2000, pp.505-517.

² Le mot 'méthode' ne doit pas être pris ici dans un sens trop étroit : il renvoie dans ce qui suit à la manière dont se condensent des options (ontologiques, épistémologiques) générales ou des postulats implicites.

généralement sous-étudié en dehors d'une communauté restreinte de spécialistes, et la littérature internationale auquel il a donné lieu, bien que substantielle sur la très longue période, tend à être ignorée des *social scientists* généralistes. Troisièmement, la matière qui est la sienne, dans ses aspects les plus centraux – à commencer par la guerre – ne se prête pas toujours à des définitions ou à des transformations aisées de l'information en faits. De là sans doute vient que le mode de conceptualisation qui y prévaut est plus sensible au choix de l'approche que dans nombre d'autres domaines thématiques. Quatrièmement, bien que tous ses aspects ne recèlent pas le même degré de spécificité, elle offre des caractéristiques qui n'appartiennent qu'à elle, et que l'analyse ou la théorie ignorent à leur péril. Et c'est là que toutes les méthodes, comme on le verra, s'avèrent inégales : certaines passent à côté de l'essentiel quand d'autres fournissent des aperçus féconds. Enfin, on cherche en vain des domaines thématiques dont la matière a connu des bouleversements aussi puissants que le champ militaire dans les deux dernières décennies – caractéristique du plus grand intérêt pour la démonstration visée ici.

La feuille de route pour les développements qui suivent est donc claire. Après avoir identifié les programmes de recherche majeurs dans les sciences sociales, il s'agira d'abord de mesurer la place respective qu'ils occupent dans ce champ. On comparera ensuite le degré de réussite de ceux qui le dominent dans l'appréhension de la nature intime de la chose militaire. Sur la base de cette évaluation cognitive, on cherchera à situer les contours et le cœur d'une matière abondante, dans l'espoir d'y apporter de la cohérence.

Les programmes de recherche et la thématique militaire

Combinant les postulats métathéoriques de toutes les manières non contradictoires possibles, les traditions de recherche sont innombrables à l'intérieur des disciplines et des registres substantifs. Pourtant, si l'on suit J.-M. Berthelot,³ cette diversité peut être ramenée à trois grandes familles de ce qu'Imre Lakatos a nommé programmes de recherche : naturalisme, intentionnalisme et symbolicisme.

La première s'est longtemps identifiée au positivisme classique (segmentation du réel en composantes homogènes simples, observation, préférence pour l'ordre stable, analyse causale/ fonctionnelle/ structurale, théories nomologiques, etc.). Toutefois, les trois dernières décennies ont vu la montée d'un naturalisme antipositiviste (que Berthelot ne mentionne pas) au sein de la nébuleuse des théories de la complexité (réalisme critique, dynamiques non linéaires, complexité de second ordre) dérivant en partie de développements récents dans les sciences de la nature⁴ et la cybernétique. Au-delà d'une réaffirmation du réalisme face à l'ascendance du relativisme et de formes extrêmes d'idéalisme, ces orientations nouvelles ont en partage l'idée que les aspects non directement observables (mécanismes générateurs, intention/ sens) et/ou imprévisibles de la réalité (du

³ Berthelot, 2000.

⁴ Notamment dans l'étude des turbulences atmosphériques et de la dynamique des fluides, dans les neurosciences et les modèles quantiques.

fait du contexte et de l'interaction, du *positive feedback*, du changement endogène, etc.) appartiennent de droit à leur objet d'étude. Dans ces conditions, l'ambition naturaliste de préserver l'unité de la science se trouve satisfaite sans sacrifier les caractéristiques propres du monde social.

La famille "intentionnaliste" se subdivise entre, d'une part, une aile constructiviste/phénoménologique, que caractérisent des formes plus ou moins radicales de contextualisme, des interprétations subjectivistes, une indifférence aux généralisations substantives⁵ et, d'autre part, une aile actionniste liant facteurs objectifs et subjectifs au travers du contexte, de motifs rationnels ou irrationnels, et l'analyse causale des conséquences, anticipées ou inattendues, de l'action collective.

La famille symboliciste, de son côté, recèle des programmes de recherche dont le trait commun réside dans des structures de sens autonomes (mythiques, historiques, idéologiques ou sociétales) attendant d'être dévoilées en tant que sources profondes des phénomènes sociaux. Cette axiomatique, dans ses versions les plus radicales – à commencer par le postmodernisme – débouche sur le rejet de tout réalisme.

Si une telle classification a le mérite de la clarté et de l'exhaustivité, elle n'est pas dénuée d'ambiguïtés.⁶ Mais la tâche qu'on s'est assignée se trouve grandement simplifiée par la quasi-absence de certains programmes dans le champ militaire.

Les échos du mouvement postmoderne, en premier lieu, y sont restés limités. À compter des années 1980, des auteurs extérieurs au milieu spécialisé ont suivi Jean Baudrillard ou Paul Virilio pour dénoncer l'influence déshumanisante de la *technoscience* et de l'*hyperréalité* (un ensemble de symboles autoréférencés où s'exprime une modernité occidentale, désormais promise à l'implosion, qui s'est propagée à la planète entière), et

⁵ La tradition idéographique n'a que fort peu de généralités à exporter d'un contexte donné à un autre, à moins que la recherche ne vise à mettre en évidence, au-delà de la culture, la "grammaire" ou la "sémantique" rendant possibles la compréhension intersubjective et la coordination de l'action collective. Les formes extrêmes de constructivisme vont jusqu'à nier l'existence de toute réalité extérieure, ce qui les conduit à rejeter le critère de la vérité comme correspondance entre représentation et réalité gouvernant l'ambition scientifique. Cette orientation s'expose ainsi à l'aporie du "relativisme absolu".

⁶ Frontières floues, emprunts croisés de postulats ou d'étiquettes, et doubles lectures possibles des mêmes programmes sont fréquents. Par exemple : (a) dans certaines théories de l'action sociale (microéconomie, choix rationnel, etc.), la restriction de la rationalité à sa seule variété instrumentale, et du sens à la seule maximisation des utilités, aboutit à rendre les comportements agrégés prévisibles au sein de contextes simples (additivité, transitivité), ce qui revient à une acceptation implicite des principes positivistes (déterminisme, visée nomothétique); (b) si le constructivisme trouve ses fondements dans la phénoménologie (intentionnalisme) et le post-modernisme les siens dans l'herméneutique (symbolicisme), il est souvent difficile de distinguer leurs versions les plus radicales ; (c) le réalisme critique et la tradition wébérienne, qui ont en commun la recherche de mécanismes générateurs, divergent de manière décisive en matière de conceptualisation – réaliste dans le premier cas, nominaliste dans le second (cf. Ekstrom, 1992) ; (d) une conception objectiviste de la culture permet de classer l'anthropologie structurale de Lévi-Strauss au sein de la famille naturaliste (interprétation que ne dément pas son insistance sur l'établissement de lois universelles, l'explication et la preuve) – alors que si les symboles sont des entités *sui generis*, elle appartient de droit à la famille symboliciste (où la situe d'ailleurs Berthelot) ; (e) enfin, les arguments antipositivistes des tenants des théories de la complexité sont parfois récupérés par les théoriciens postmodernistes ou constructivistes sans que les premiers (cf. Cilliers, 1998) ne semblent prendre conscience des contradictions auxquelles ils s'exposent lorsqu'ils y consentent.

pour voir dans la guerre une suite de non-événements dénués de signification politique.⁷ Un autre écho est venu du milieu spécialisé dans les années 1990 lorsque quelques-uns de ses auteurs centraux ont cru bon d'adopter le label "postmoderne" pour conceptualiser les changements spectaculaires qui ont suivi la fin de la Guerre froide.⁸ Ces auteurs l'ont fait contre l'avis de certains de leurs collègues⁹ qui voyaient dans les implications du discours postmoderniste (notamment l'objectivité comme illusion) une contradiction avec ce qui leur paraissait un prolongement de la tradition wébérienne/ pragmatique de sociologie militaire qui fut celle de Harold Lasswell et Morris Janowitz à Chicago. Dans la dernière décennie, le label postmoderne semble s'être graduellement démodé parmi les spécialistes du champ.

De la même façon, le programme phénoménologique/constructiviste y est jusqu'ici peu représenté. Les thèmes traités dans cette optique se limitent à une critique de la construction identitaire, notamment sous l'angle du genre, de l'orientation sexuelle et de l'ethnicité, au sein des institutions militaires et dans leurs rapports avec la société.¹⁰ En termes méthodologiques, ce programme a attiré l'attention sur la nécessité d'"insérer le chercheur au cœur de sa recherche" sur les militaires, et de veiller au rôle que peuvent jouer sa classe d'origine, son genre, son appartenance ethnique ou son expérience militaire passée dans sa propre construction de la réalité¹¹ lorsqu'il procède à des entretiens ou recourt à l'observation participante. Le courant central de la sociologie militaire a brièvement sacrifié à une version douce de ce constructivisme au cours des années 1990, à une époque où la raison d'être des armées, leurs missions, leurs modes opératoires et les situations devaient être redéfinis dans un contexte de profonde incertitude.¹² Comme dans le cas du postmodernisme, toutefois, ce changement fut sans lendemains.

Il en va de même du naturalisme antipositiviste des trois dernières décennies. Le réalisme critique ne s'est guère encore penché sur la chose militaire, et ne s'est attaqué aux relations internationales que récemment.¹³ Les dynamiques non linéaires, favorisées par le désarroi intellectuel né de l'incapacité dans laquelle se sont trouvées les théories classiques des relations internationales de prévoir la fin de la Guerre froide, ont fait des débuts prometteurs en matière internationale et militaire.¹⁴ Elles ont inspiré l'un des articles les

⁷ Baudrillard, 1991 ; Virilio, 1991, 1999 ; Virilio & Lotringer, 2008 ; Gray, 1977.

⁸ Moskos & Burk, 1994, pp.141-162 ; Battistelli, 1997 ; Ender, 1998 ; Moskos *et al.*, 2000.

⁹ Booth *et al.*, 2001 ; Boëne, 2003.

¹⁰ Par exemple : Goldstein, 2001 ; Higate, 2003. La critique y emprunte fréquemment aux travaux de Cynthia Enloe (1980, 1988, 2004).

¹¹ Par exemple : Higate & Cameron, 2006. Cette insistance sur la réflexivité et l'approche "auto-ethnographique" est acceptable pour le *mainstream* du milieu spécialisé tant qu'elle ne nie pas la possibilité d'analyses objectives.

¹² Segal, 1996, pp.7-21.

¹³ Patomäki, 2002. Voir également les travaux de Mehmet Tezcan, Colin Wight et Jonathan Joseph. Cette jeune tradition a jusqu'ici prêté plus d'attention aux questions métathéoriques qu'à l'analyse de fond des relations internationales.

¹⁴ Czerwinski, 1988 ; Wolfson *et al.*, 1992 ; Mann, 1992 ; Saperstein, 1995 ; Alberts & Czerwinski, 1997 ; Geeraerts, 1998 ; Beckerman, 1999 ; Wilson, 1999.

plus éclairants jamais écrits sur Clausewitz.¹⁵ Cependant, elles n'ont pas produit à ce jour la masse de travaux attendue, et la promesse reste à tenir.¹⁶

Ne restent dès lors en lice que deux familles de programmes qui entre eux accaparent l'essentiel de la littérature existante : le naturalisme positiviste et la sociologie de l'action ou des interactions. Le premier voit le monde social comme objectif, et les comportements comme déterminés ; il les analyse en termes de liens de causalité exprimés dans le langage de variables quantitatives ou non, et cherche à mettre en évidence des *covering laws*, à la manière de Newton. La seconde, dont Weber fut le pionnier il y a un siècle, est un mixte d'intentionnalisme et de naturalisme, de nominalisme et de réalisme, qui théorise en termes de régularités des processus sociaux, fondées sur les "*règles de l'expérience*", dans des situations hypothétiques claires gouvernées par des motifs univoques – bien que l'irréductible complexité des contextes réels laissent place à la contingence, à la possibilité objective, et à des déviations qu'il s'agit d'expliquer causalement par rapport aux idéaux-types identifiés. Étroitement alliée à la tradition wébérienne est la sociologie interactionniste initiée par Georg Simmel et l'école pragmatiste de Chicago à ses débuts.¹⁷

Le naturalisme et ses handicaps dans le champ militaire

L'objectivisme domine fortement la littérature consacrée aux "causes de guerre". Présent, bien que dans une mesure moindre, dans le sous-champ des rapports politiques civilo-militaires, il est beaucoup moins en évidence dans l'étude de l'action et des structures militaires. Ceci reflète les rapports de force et d'influence relative entre traditions de recherche rivales au sein des disciplines (psychologie, science politique et sociologie) qui ont le plus contribué au traitement de ces thématiques.

Placées sous le signe de la séparation entre objet et sujet, les approches naturalistes – notamment la tradition positiviste qui y a longtemps été centrale – examinent les phénomènes de l'extérieur et, selon la formule célèbre de Hempel, "*découpe[nt] la nature en suivant ses jointures*". Si une telle posture n'a longtemps posé aucun problème dans les sciences de la nature, elle en soulève de sérieux dans le monde social, où les entités fixes et toutes faites sont plus rares. Les objectivistes sont ainsi amenés à découper leurs objets en recourant à des définitions juridico-administratives ou de sens commun, et à les réifier. Ce qui est source de difficultés non négligeables dans un champ où les substances sont fluides. Quelques exemples suffiront pour illustrer ce point.

¹⁵ Beyerchen, 1992.

¹⁶ On soupçonne que les équations et la modélisation informatique auxquelles recourt ce programme de recherche font obstacle à son adoption large par le milieu des chercheurs spécialistes de relations internationales. La littérature produite par les tenants des dynamiques non linéaires en matière internationale et militaire oscille entre mathématiques dures et vulgarisation. Cela est en grande partie dû à ce que ces théories, fondées sur l'idée que les systèmes complexes sont extrêmement sensibles aux conditions initiales, sont peu à même de monter en généralité.

¹⁷ Les formulations les plus récentes dans cette veine sont les théories des réseaux sociaux (Burt, 1980 ; White 1992), l'individualisme structural (Degenne & Forsé, 1994) et la sociologie relationnelle (Emirbrayer, 1997 ; Abbott, 2007). Voir également Elster, 1989.

Sans qu'on doive s'en montrer surpris s'agissant d'un phénomène que Clausewitz comparait à un caméléon, les définitions de la guerre sont innombrables. Le sujet est d'autant plus obscur que s'y mêlent souvent usages métaphoriques et considérations normatives. Le changement historique a considérablement compliqué les choses : là où classiquement on voyait dans les guerres des conflits violents entre États, le 20^e siècle y a ajouté les conflits entre un État et un ou plusieurs groupes armés non étatiques, ou entre de tels groupes sans présence étatique.¹⁸ Révolutions et guerres étaient souvent étudiées séparément, sans fécondation mutuelle, et ce malgré le rôle central que joue souvent la dimension militaire dans les premières. Les guerres civiles, longtemps exclues de l'épuration sur la foi de la distinction qu'observait la philosophie grecque ancienne entre *stasis* et *polemos*, sont aujourd'hui de très loin le cas majoritaire, et ne peuvent plus être ignorées. Une autre difficulté dans l'appréciation de ce qu'il faut inclure ou non dans la catégorie "guerre" réside dans l'ordre de grandeur des conflits collectifs violents, difficulté à laquelle sont d'emblée confrontés les chercheurs à l'origine des bases de données historiques sur les guerres,¹⁹ et qu'ils ne surmontent qu'en adoptant des seuils numériques purement conventionnels quant aux nombres de leurs victimes directes.²⁰ Il en va de même d'autres registres thématiques du champ.

Une façon de surmonter ces difficultés est de tolérer un certain degré de contradiction. Un bon exemple en est fourni par Gaston Bouthoul et sa tentative héroïque, il y a un demi-siècle, pour appréhender le "phénomène-guerre" en termes fonctionnalistes.²¹ Après une vibrante profession de foi objectiviste, il précise sa méthodologie générale et les types de données qu'il prendra en compte. À la surprise de son lecteur, au-delà des faits matériels, sa liste inclut l'intentionnalité – sans plus de commentaires. Une autre illustration de ces incohérences est donnée par Martin Edmonds dans son étude générale des relations civilo-militaires au sens le plus large – sociale autant que politique.²² Cet auteur, se référant à la théorie des systèmes, choisit de restreindre l'analyse aux armées régulières définies par le critère juridique, et les distingue ainsi des composantes de réserve, des forces de police et des troupes irrégulières. Cependant, cette préférence pour les frontières nettes n'est pas sans inconvénients puisqu'il reconnaît au passage, quelques pages plus loin, que les militaires ont aussi des missions internes, que les policiers ont parfois des rôles militaires, que bien peu de choses séparent les réservistes des "réguliers", ce qui l'amène à conclure : "*Il serait arbitraire de séparer totalement, pour les besoins de l'analyse, les armées de ces autres composantes*".

¹⁸ Cf. *Human Security Reports*, <http://www.hsrgroup.org>.

¹⁹ Les bases de données monumentales sur les conflits armés sont une industrie prospère depuis Sorokin (1937), Quincy Wright (1942) et Richardson (1960). Cette tradition anglophone a été maintenue par Joel David Singer et ses *Correlates of War*, source de nombreuses études sur les causes de guerres au cours des quatre dernières décennies. Les centres scandinaves et canadiens d'études sur la paix (Stockholm, Uppsala, Oslo, Vancouver) continuent de contribuer puissamment à ces recherches historiques/empiriques.

²⁰ Les tendances récentes observées en matière de conflits armés ont conduit les chercheurs à abaisser le seuil retenu, de 1000 à 25 victimes directes par an, pour qualifier une guerre.

²¹ Bouthoul, 1962.

²² Edmonds, 1988.

La réification est également responsable, dans le même registre thématique, de la conception fixiste (“*non-dated, non-localized*”) des normes professionnelles militaires qui est celle de Samuel Huntington dans son magistral *The Soldier and the State*, solidement ancré dans le paradigme structuro-fonctionnaliste parsonien.²³ Plus généralement, moins sensibles que d’autres aux influences du contexte, les objectivistes éprouvent également des difficultés à rendre compte du changement endogène, ou même à l’intégrer – faiblesse majeure à n’en pas douter dans un champ où les frontières, les identités, les buts poursuivis, les structures, l’ethos culturel et les normes sont susceptibles d’évoluer spontanément en fonction des processus d’action collective et d’interaction.

La seconde conséquence majeure de la méthodologie objectiviste réside dans les conjectures axiomatiques requises lorsqu’on renonce au sens contextualisé de l’action cher aux intentionnalistes. Le problème est ici que le nombre de cadres théoriques auxquels ces diverses axiomatiques peuvent donner naissance n’est limité que par l’imagination des chercheurs.

Une (large) première catégorie voit la guerre comme intégralement irrationnelle. D’innombrables théories fondées sur ce postulat en voient la source dans la nature humaine ou son évolution (cas de la plupart des théories psychologiques), dans des pulsions d’origine biologique ou écologique (cas du darwinisme social dans sa version holiste), dans des institutions archaïques ou perverses (comme chez Marx, Veblen, C. Wright Mills et d’autres), des cultures agressives, une fonction de récursion négative (*negative feedback*) permettant de soulager la pression démographique (ou les tensions sociales qu’engendre un surplus de jeunes hommes²⁴), le caractère contagieux des conflits armés, l’incongruence du statut des États (Galtung), des mécanismes de “pression latérale” née d’une industrialisation trop rapide, etc. Les institutions militaires favorisent ces processus par des recrutements et des modes de socialisation biaisés, des déformations professionnelles, la transformation des moyens en fins, etc.

Une seconde catégorie (tout aussi large) de théories dépeint au contraire la guerre comme entièrement rationnelle. Les théories économiques, l’analyse coût-avantages, les applications de la théorie des jeux aux conflits armés, toutes celles qui postulent une compétition générale pour les ressources ou le statut sont des sous-produits de cette axiomatique. À cet égard, les théories structurelles méritent une mention spéciale. Le néoréalisme de Kenneth Waltz, devenu fort influent, caractérise les relations internationales par l’anarchie née de l’absence d’une régulation centrale contraignante,²⁵ le système interétatique comme structuré par l’agencement des rapports de puissance en son sein, le comportement des États comme gouverné au minimum par le souci de la survie et de la sécurité, au maximum par la volonté de domination universelle, et la règle du jeu des

²³ Huntington, 1957.

²⁴ Bouthoul, 1962, 1970 ; la formulation la plus générale (mais aussi la plus controversée) de cette thèse est celle de Gunnar Heinsohn (2003).

²⁵ Et non pas, comme l’affirmait le réalisme classique de Hobbes à Niebuhr et Morgenthau, en raison d’une soif de pouvoir qui trouve son origine dans la nature humaine.

relations interétatiques comme la recherche d'un équilibre de nature à inhiber l'émergence d'une seule grande puissance dominante.²⁶ Les guerres interviennent lorsque cet équilibre est rompu, ce qui soulève la question des configurations (multi-, bi- ou unipolaires) de puissance et d'alliances favorisant la stabilité (parité) ou l'instabilité (hégémonie). Rivale du néoréalisme waltzien, une autre théorie suit Thucydide pour voir dans l'arène internationale une hiérarchie de puissances – un *cosmos* plutôt qu'un *chaos* –, et dans la guerre la conséquence du défi lancé à la puissance dominante par une puissance montante capable de la détrôner (faisant ainsi, au contraire, de l'hégémonie la condition nécessaire de la paix, et de la parité celle des guerres majeures).²⁷

Si à cela on ajoute que la tradition positiviste, ses ambitions nomologiques et la croyance dans le déterminisme qui les accompagne, dénie tout rôle à la contingence (si ce n'est sous la forme résiduelle de facteurs de perturbation stochastique dans des équations), l'on commence à comprendre comment et pourquoi les approches objectivistes échouent à rendre compte de certains traits des thèmes centraux du champ. Les comportements martiaux ne sont en effet ni intégralement irrationnels, ni purement rationnels, ni entièrement déterminés par quelques grands facteurs de causalité. Ils sont *tout à la fois* rationnels, irrationnels, et soumis à une forte incertitude contextuelle – les aléas dont aucun historien militaire ne peut ignorer les effets potentiellement dramatiques, les “frictions” et le “brouillard” que Clausewitz voyait comme interdisant toute certitude prévisionnelle en temps de guerre.

D'autres axiomes ont trait à la nature soit ordonnée, soit désordonnée ou conflictuelle de la société, ou des conséquences des comportements sociaux agrégés ou articulés. Il en résulte généralement un déni de tout caractère spécifique du recours à la force. Les théories de la régulation, qu'elles viennent de la psychologie ou d'une sociologie fonctionnaliste, affirment non sans optimisme que la guerre est un trouble de l'ordre public international auquel on peut remédier. Charles Horton Cooley (1917) dépeignait les États comme des *socii* que rien ne différencie des autres, et en tant que tels, susceptibles d'être ramenés à la raison par des mécanismes de contrôle social international. On est là très près de ce que Durkheim et Mauss (et même Freud, si à la conscience collective on substitue les liens du sentiment) disaient sur ce sujet.²⁸ Cette ligne d'argumentation fut reprise par l'école anglaise de relations internationales,²⁹ ainsi que par Karl Deutsch et ses disciples.³⁰ L'après-Guerre froide a vu ces conjectures refaire surface à la faveur d'une mondialisation accélérée qui rend plus plausible l'hypothèse d'un monde faisant société.

Le structuro-fonctionnalisme parsonien, en postulant le retour spontané des systèmes à l'équilibre, a accrédité l'idée que la guerre ne peut résulter que d'une perturbation externe, ou d'une déviance interne remédiable. C'est ainsi qu'il en vint à présenter

²⁶ Waltz, 1979.

²⁷ Organski, 1958 ; Organski & Kugler, 1980 ; Gilpin, 1984 ; Keohane, 1984.

²⁸ Einstein & Freud, 1933 ; Freud, 1934. Cf. Ramel, 2004a, 2004b, 2004c.

²⁹ Burton, 1962, 1968, 1969, 1972, 1979 ; Bull, 1977.

³⁰ Cf. Lijphart, 1981 ; Battistella, 2003.

l'affrontement Est-Ouest de la Guerre froide comme essentiellement semblable à celui qui oppose Républicains et Démocrates sur la scène politique américaine : le seul fait de la polarisation idéologique implique un cadre de référence commun, lequel peut permettre d'échapper à la guerre. Dans une telle vision des choses, le rôle du sociologue est d'identifier "les mécanismes rendant possible le processus d'intégration".³¹ De façon plus générale, qu'elle dérive ou non de Parsons, l'idée que la guerre résulte d'un déséquilibre systémique passager a donné lieu à d'innombrables variantes : économiques, démographiques, ou se référant au changement culturel, à une modernisation importée, à une désynchronisation de sous-systèmes, à un conflit parmi les élites, etc.

Dans une veine très voisine, d'autres théories reposent sur le postulat selon lequel la guerre peut être subsumée sous une catégorie plus générale, qu'elle soit le conflit,³² la violence ou aujourd'hui la sécurité humaine, ce qui a pour effet de la priver de certaines de ses caractéristiques propres. Moins fréquent, et en aucune manière un monopole du naturalisme, est le postulat inverse : la guerre comme horizon normal de la politique, et métaphore valable pour tous les types de rapports sociaux.³³ Typique de cette position est l'inversion de la *Formule* clausewitzienne : la politique comme continuation de la guerre par d'autres moyens³⁴ – vision qui ne saurait rendre compte des "missions en faveur de la paix" (*peace support*) autrement que comme une façade ou un prétexte masquant d'insidieuses tentatives de domination. Bien que diamétralement opposées, les visions de ceux qui ne voient la guerre, réelle ou potentielle, nulle part pour ce qu'elle est, et de ceux qui choisissent de la voir partout, convergent vers une conclusion commune : le rejet des conflits armés et des institutions militaires en tant que champ thématique *sui generis*.

Le problème pour les naturalistes est que, contre les théoriciens de la régulation, l'Histoire est pleine de conflits sans solution autre que l'effusion de sang, et contre ceux qui postulent des guerres de tous contre tous, elle est tout aussi pleine d'exemples de coopération et d'harmonie et de paix au moins relatives. La tâche des sciences sociales est

³¹ Parsons, 1962. Dans le même volume, Morton Deutsch ("A Psychological Basis for Peace"), bien que partant de prémisses différentes, parvient aux mêmes conclusions au travers d'une autre analogie : les jeux à somme non nulle qui caractérisent les relations entre employeurs et salariés de l'industrie fournissent un modèle applicable aux relations internationales.

³² Cette option est typique de l'école d'Ann Arbor de résolution des conflits : cf. l'éditorial programmatique de Kenneth Boulding dans le numéro inaugural du *Journal of Conflict Resolution* (1957). Cependant, ceci ne s'applique nullement à Thomas Schelling (1960), qui ne se détourne pas des intuitions clausewitziennes – mais bien sûr Schelling ne peut guère être rattaché à la tradition positiviste !

³³ Les sources philosophiques de cette position résident dans une lecture unilatérale des classiques de la modernité politique naissante (Machiavel, Hobbes), plus ou moins fortement teintée d'exaltation romantique ou nietzschéenne de la puissance. Les premières illustrations peuvent en être trouvées dans les versions "militaires" du darwinisme social à la fin du 19^e siècle, les dernières dans les écrits d'auteurs comme Robert Kagan ou Laurent Murawiec. Entre ces deux périodes figurent des auteurs pessimistes (Reinhold Niebuhr, James Burnham, Nicholas Spykman et d'autres) qui, dans les années 1930 et 1940, grandement aidés par l'actualité allemande de l'époque (celles des faits, mais aussi des idées – comme par exemple chez le général Erich Ludendorff in *Der totale Krieg*, 1935), ouvrent la voie à la légitimation du réalisme stratégique dans les États-Unis d'après-guerre.

³⁴ Le fait que Michel Foucault ait adopté cette position dans ses derniers écrits souligne que les philosophies 'agonistiques' ne sont pas un monopole de la Droite – ou des naturalistes.

de penser la présence comme l'absence de la guerre (de l'équilibre des rapports armée-État-société, etc.), ce que manifestement ni le déterminisme causal, ni des théories reposant sur des postulats rigides et des lois universelles ou conditionnelles ne parviennent à faire.

Le bilan d'ensemble de ces traditions d'étude de la guerre est un embarrassant trop-plein de théories intérieurement cohérentes mais mutuellement contradictoires, dont peu parviennent à des généralisations empiriques non triviales valides, et aucune à des liens forts ou sans équivoque entre prédiction et faits – à un *fit* statistique satisfaisant – et sans moyen de les départager. Kenneth Waltz le reconnaissait en 1979 :

Ce qu'il y a de déprimant dans les études de politique internationale, c'est la faiblesse des gains de puissance explicative par lesquels se solde la masse de travaux des dernières décennies. On n'observe aucune cumulativité, pas même de la critique.³⁵

Dix ans plus tard, un passage en revue de la littérature portant sur les conflits internationaux jugeait pour finir que...: "*S'il est une seule conclusion à tirer des pages qui précèdent, c'est un grand point d'interrogation*".³⁶ La décennie suivante n'a guère bouleversé les choses, puisque la critique d'un ouvrage collectif codirigé par J.D. Singer (grand nom de l'analyse quantitative de la guerre) et qui synthétisait les conclusions de plus de 500 études de ce genre appliquées à un État, à des dyades, à des régions du monde ou au système international tout entier,³⁷ parvenait à une conclusion très semblable :

Les résultats auxquels parviennent ces études sont, pour la plupart, hétérogènes, fragiles, discordants voire contradictoires. Un consensus ou une *communis opinio* ne s'observe que pour un très petit nombre de théories ou de facteurs polémogènes prédictifs.

Au vu de la rareté de ses succès analytiques, les ambitions nomologiques du naturalisme créent un dilemme : ou bien l'on poursuit comme devant avec l'espoir que le temps finira bien par améliorer le *fit* entre prédictions théoriques et données empiriques, ou bien l'on s'attache aux caractéristiques des contextes, mais alors on quitte l'approche nomologique pour se rapprocher d'une visée idéographique. C'est la conclusion que tirent certains spécialistes, suivant en cela certains généralistes.³⁸

Bien que moins spectaculaires, les faiblesses des approches objectivistes en matière d'institutions martiales et de rapports civilo-militaires n'en sont pas moins réelles. Elles se

³⁵ Waltz, 1979, p.18. L'auteur espérait remédier à cette situation en proposant une théorie qu'il voulait définitive. Les critiques et la puissante controverse métathéorique que cette entreprise a suscitées jusqu'à aujourd'hui suggèrent qu'il n'y est guère parvenu.

³⁶ Hower & Zinnes, 1989, p.11.

³⁷ Geller & Singer, 1998. La recension critique citée est celle de par J.M.G. Van der Dennen (2005) : cf. <http://rechten.eldoc.ub.rug.nl/FILES/root/Algemeen/overigepublicaties/2005enouder/SINGER/SINGER.pdf>.

³⁸ Stuart Bremer (in Bremer & Cusack, 1995) écrit : "[I] est possible que la guerre trouve ses origines dans l'enchaînement de forces faibles bien plutôt que dans l'influence de quelques facteurs puissants". Thomas Schelling (1978) était parvenu à la même conclusion, exprimée en des termes plus généraux : sans attention portée aux contextes, il serait impossible de relier les propriétés structurelles d'ensemble aux micro-fondements du système.

soldent généralement par des conclusions qui font des militaires des civils en uniforme, ou des armées des structures complètement à part – ce que ne sont, et ne sauraient être, ni les uns ni les autres.

Forces et attraits des approches par l'action dans le champ militaire

La tradition wébérienne/simmelienne, par contraste, semble avoir rencontré plus de succès. La prise en considération contextualisée des significations lui permet de donner à la dimension politique le rôle qui lui revient comme lieu de synthèse de divers facteurs (objectifs, subjectifs) et dimensions (sécuritaire, économique, culturelle), de se dispenser du recours à des postulats rigides, et de penser le changement endogène comme produit des interactions entre adversaires et amis dans des conflits armés réels ou potentiels. La comparaison causale des écarts entre réalité historique/ empirique et les construits idéaltypiques (typologies ou logiques tendanciennes) avancés pour l'interpréter y laisse toute sa place à la contingence. Une telle approche, fondée sur la structure des situations et les définitions que s'en donnent les acteurs, autorise à penser ensemble le conflit *et* la coopération, les comportements comme rationnels (fins politiques, moyens tactiques ou stratégiques) *et* irrationnels (caractère sacré de la mission, impulsions et renversements violents de l'opinion publique, composantes émotionnelles de la loyauté mutuelle et de la cohésion primaire, éléments charismatiques du commandement dans les situations potentiellement tragiques – pour s'en tenir à ces quelques exemples), ou encore le jeu des tensions entre les dimensions organisationnelles *et* institutionnelles. Elle situe correctement en quoi l'action martiale est *et* n'est pas spécifique (cf. *infra*). Toutes choses qui ne sont guère envisageables si l'on observe comportements, structures ou processus de l'extérieur comme s'ils étaient des phénomènes naturels.

L'approche par l'action n'a que faire de définitions juridico-administratives : pour elle, est "militaire" toute lutte collective dont les effets potentiellement mortels peuvent être référés à des fins politiques mettant en cause, directement ou indirectement, l'indépendance, l'unité ou le statut de la société politique. Les révolutions, les guerres civiles et le terrorisme peuvent donc être étudiés (même s'ils présentent des traits particuliers) de la même manière que les guerres étrangères – quel qu'en soit le nombre de victimes. Les combattants n'ont pas besoin de porter des uniformes et de percevoir de l'État des soldes régulières : partisans, résistants, francs-tireurs ou miliciens en font partie dès lors que leur action violente peut être liée à des motifs politiques. À l'inverse, les soldats réguliers n'agissent plus militairement si leurs motifs n'ont rien de politique. En d'autres termes, l'approche par l'action rend possible une disjonction, que les approches objectivistes ne peuvent se proposer, entre les attributs objectifs des acteurs et le type d'action qu'ils conduisent. De même, la légitimité n'est plus traitée comme une variable indépendante, mais comme une propriété émergente grosse d'effets de rétroaction possibles sur le moral et la détermination politique.

Ces avantages se paient, bien sûr, d'un renoncement à des théories nomologiques et à des prédictions fondées sur des régularités, les premières jugées hors de portée, les

secondes trop incertaines (les buts politiques sont *a priori* indéterminés³⁹), dans les deux cas parce que les contextes sont d'une complexité irréductible: les concepts n'épuisent pas la réalité. Pourtant, les typologies idéelles⁴⁰ et logiques tendanciennes⁴¹ que produit la tradition wébérienne/simmélienne n'en sont pas moins de puissants outils d'analyse de la réalité historique/empirique.

Il y a plus qu'une coïncidence dans la parenté qu'on décèle aisément entre cette tradition de recherche et les principes centraux de la profonde analyse clausewitzienne de la guerre. La méthodologie générale de la première est en effet proche, Aron l'avait noté en son temps,⁴² de l'approche caractéristique de la seconde. On pourrait en dire autant de celle de Georg Simmel (interaction) et de son héritage tel que cultivé par l'école pragmatiste de Chicago (réalité en flux permanent, orientations pluralistes, grande autonomie relative des éléments rendant problématique l'intégration des ensembles). C'est ici que, fondée sur des conjectures axiomatiques telles que contingence, importance du contexte, interconnexion, complexité, frontières floues, rétroaction positive et d'autres, la contribution des dynamiques non linéaires⁴³ à l'étude de processus réels d'interaction pourrait déboucher sur des avancées inestimables. Il va de même de l'analyse des réseaux sociaux.⁴⁴

³⁹ C'est la raison pour laquelle, comme l'avait noté Raymond Aron, il ne peut exister de théorie scientifique générale (au sens de Newton, Pareto ou Keynes) des relations internationales : Aron, 1967, 1976.

⁴⁰ On trouve des exemples de typologies de ce type chez Morris Janowitz (notamment celle qui porte sur les officiers : "leaders héroïques", "managers", et parmi ces derniers, "radicaux" et "pragmatiques") et dans ma propre généralisation à l'ensemble du personnel non officier de la vieille typologie d'Hubert Jean-Pierre Thomas sur les sous-officiers (Boëne, 2000). Les types idéaux sont de meilleurs outils d'analyse que les typologies empiriques dont les caractéristiques des types identifiés, et les étiquettes qu'on leur accole, sont susceptibles de changer en fonction de légères variations statistiques obligeant à des regroupements de traits différents et à des recatégorisations.

⁴¹ Initiée par Harold Lasswell à la fin des années 1930, cette *developmental analysis* dérive de la théorie de l'Histoire de Weber. Elle consiste à projeter dans l'avenir des types idéaux identifiés à partir des caractéristiques de tendances empiriques naissantes semblant obéir à des logiques univoques. Ceci permet de clarifier les conséquences de long terme et la direction du changement qu'elles impriment si les significations identifiées persistent et que le contexte se prête à leur épanouissement concret (cf. Eulau, 1958). L'idéal-type de l'État-caserne ("*Garrison State*") proposé par Lasswell n'a guère été corroboré en Occident (ou même en Israël, qui pourtant pouvait en sembler proche), mais il a servi à clarifier des tendances empiriques brouillées. De même, les modèles avancés par Charles Moskos ("*From Institution to Occupation*", "*Warless Society*") n'ont pas, pour l'essentiel, été validés par l'expérience historique. Bien plus proches des réalités ultérieures ont été les logiques tendanciennes mis au jour par M. Janowitz, celle de l'impact de la technologie sur l'organisation militaire, ou celle du "déclin de l'armée de masse" (qu'il mentionnait dès 1960).

⁴² Aron, 1976 ; voir également Malis, 2005.

⁴³ Beyerchen, 1992. Cet auteur suggère que Clausewitz a été sensible à la non-linéarité de la guerre ("*De la guerre est parcouru par l'intuition que chaque guerre est essentiellement un phénomène non linéaire, dont la conduite change d'une manière qui ne peut être prévue analytiquement*"), intuition qu'il exprime au moyen de métaphores faute de concepts adaptés, aujourd'hui disponibles. L'analyse fondée sur les dynamiques non linéaires offre la promesse d'un prolongement de la "sociologie des petits nombres" (encore linéaire) de Georg Simmel, en élargissant le nombre des parties à un conflit, et en situant les bifurcations et attracteurs déterminables *ex post* si assez d'informations sont disponibles sur les conditions initiales.

⁴⁴ La théorie des réseaux peut être d'une grande utilité lorsqu'on l'applique à l'organisation/ institution militaire (par exemple, pour clarifier l'impact sur les rapports hiérarchiques et la coordination de l'action collective dans les structures matricielles qu'engendrent les moyens de communication instantanée) ou aux relations civilo-militaires (notamment lorsqu'on cherche à identifier les points de contact avec la société civile et à mesurer le capital social des militaires).

Un attrait supplémentaire de l'approche par l'action est que loin de rester prisonnière de traditions disciplinaires établies ou de divisions du champ entre aires thématiques soumises à des traitements différents, elle transcende ces frontières, et par là parvient à intégrer de manière cohérente des effets de connaissance variés⁴⁵ – ce qui tranche avec la longue liste d'échecs analytiques des approches objectivistes.

Plutôt que de procéder à une énumération des succès cognitifs rencontrés dans le champ militaire par le programme de recherche actionniste/interactionniste, on offrira ici une brève synthèse de ce qu'on peut considérer comme ses acquis essentiels.

L'action sociale et le champ militaire: vue d'ensemble

Définition de l'action militaire

Au commencement étaient (pour chaque camp) l'action et (entre les camps) l'interaction militaires. On les a longtemps identifiées à la guerre, phénomène polymorphe qu'on peut définir au moyen de quatre dimensions conceptuelles : *violence*, *organisation* et *légitimité* au service de la *souveraineté* – formulation qui différencie et recombine les éléments des définitions “binaire” et “trinitaire” de Clausewitz, et certaines de ses thèses centrales (“Formule”, dramatisation du hasard). L'expérience historique récente nous indique qu'on peut se dispenser de faire mention des États : la souveraineté est soit bien établie, soit l'aspiration suffisamment forte d'un groupe pour qu'il décide de prendre les armes afin de l'exercer pleinement, ou d'influencer ses détenteurs. Elle peut être conquise (ou défendue) de haute lutte, mais encore rongée à la marge en restreignant par la contrainte physique la libre disposition ou le libre jeu d'un ou plusieurs de ses attributs (territoire, population, institutions politiques, liberté d'action des gouvernants). Les menaces pouvant éventuellement peser sur elle fournissent une justification au réalisme politico-stratégique (même si elles n'en impliquent pas nécessairement une version dure, à la Carl Schmitt). La guerre ainsi conçue couvre les conflits armés extérieurs, les révolutions, les guerres civiles, les rébellions violentes et le terrorisme. Son intensité (tout comme la force des normes qui en découlent) dépend du sens donné à l'action en contexte : définition sociale de l'ennemi,⁴⁶ perception des enjeux.

Comme Clausewitz l'avait bien vu, laissée à elle-même, la logique purement conflictuelle de la guerre conduirait à une montée aux extrêmes de la violence. La raison en est, et l'on suivra ici les néo-réalistes, l'absence d'une instance disposant d'assez de puissance matérielle ou d'autorité morale pour contraindre ou modérer la volonté des belligérants. Toutefois, le prix de la guerre totale – en termes de sang versé, de destructions matérielles, et de retombées politiques potentiellement négatives – est tel que l'effort collectif qu'elle suppose ne peut être maintenu indéfiniment. La majorité des guerres

⁴⁵ Pour mesurer la vérité de cette affirmation, il suffit de mentionner les noms d'Harold Lasswell, Raymond Aron ou Morris Janowitz, dont les travaux (et le rôle dans l'introduction de la méthodologie wébérienne il y a plus d'un demi-siècle) ont conduit à l'émergence d'un milieu spécialisé dans l'étude des conflits armés et des institutions militaires.

⁴⁶ Speier, 1941 ; dans une veine voisine, Baechler, 2010.

historiques ont été limitées, soit parce que les enjeux ne justifient pas la guerre totale, soit parce que les ressources humaines et matérielles mobilisables ne permettent pas de la conduire, ou les deux. Si les processus de radicalisation sont un risque permanent dans la guerre, plus fréquents en réalité sont les processus inverses de modération (qui initialement intriguaient si fort Clausewitz, et l'ont conduit à la conclusion que la guerre est gouvernée par des circonstances et des considérations politiques évolutives,⁴⁷ quand bien même elle peut échapper au contrôle de ceux qui l'ont initiée, et influencer en retour sur la politique). Enfin, la puissance militaire produit des effets en dehors même de la guerre: elle peut intimider (dissuader, persuader), modifier le calcul *a priori* des gains et des pertes possibles dans les affrontements politiques; dans une large mesure, elle détermine le rang des entités politiques souveraines.

La guerre, toutefois, n'est pas la seule modalité du recours politique aux armes. La force armée a toujours été le moyen ultime du contrôle politique interne lorsque l'ordre constitutionnel est sérieusement mis en cause. Et les dernières décennies ont ajouté au spectre les opérations en faveur de la paix. Dans tous ces cas, la même définition (violence + organisation + légitimité + souveraineté) s'applique. Ceci pose la question de ce qui sépare la guerre de ces autres modalités du maniement de la force. La réponse réside en partie dans le statut différentiel de la modération: processus fréquent mais nullement certain dans la guerre, principe le plus souvent inscrit d'entrée à la clé dans le contrôle politique interne et l'action en faveur de la paix. Elle est liée, pour une autre part, à l'existence dans ces situations d'une supériorité militaire de l'État ou de la coalition mandatée, à même de restreindre l'action des protestataires ou belligérants, et d'une base de légitimité politique assez forte aux yeux d'une majorité pour transcender les intérêts sectoriels ou locaux en jeu. Le recours à la force y est donc par construction moins sanglant— même si là aussi le risque d'une escalade n'est pas exclu. Les institutions militaires d'État ont appris au fil du temps à différencier entre ces diverses logiques d'action et entre les doses de force rationnellement requises dans chaque cas. Des professionnels de l'emploi mesuré de la force légitime, parfois dénommés "paramilitaires", ont progressivement fait leur apparition sur les scènes internes,⁴⁸ et les soldats désignés

⁴⁷ Et non pas seulement par les politiques suivies. C'est ici qu'intervient le problème de la traduction anglaise de référence, celle de Michael Howard et Peter Paret (1976), et du malentendu dont elle est porteuse. Ces auteurs ont choisi de traduire *Fortsetzung der Politik* par *continuation of State policy*, ce qui confère à la Formule de Clausewitz un sens plus rationnel et purement instrumental que ne l'entendait peut-être le génial Prussien. Si au contraire on entend *Politik* comme *politics*, c'est-à-dire la vie et le combat politiques, on réintroduit les valeurs, les intérêts, les passions, et les interactions conflictuelles ou coopératives entre les groupes qui les portent. C'est vers cette interprétation, plus proche de la définition trinitaire, qu'on penche ici.

⁴⁸ Les démocraties naissantes du 19^e siècle ont tiré les leçons de leurs erreurs initiales – le massacre de Peterloo (1819), les coups de feu tirés par inadvertance sur les émeutiers à Paris et Berlin en 1848, les grèves et protestations violentes des années 1890 en France et aux États-Unis: les citoyens qui protestent ne peuvent être traités en ennemis. Le degré de professionnalisme des forces chargées du maintien ou du rétablissement de l'ordre est allé grandissant au cours du 20^e siècle, avec des paliers significatifs dans les années 1930 et 1970. En Occident, il n'est pas rare aujourd'hui de voir les manifestations de rue être conjointement planifiées et gérées par les protestataires et la police ou les forces paramilitaires. Sur ces points, Bruneteaux, 1996.

pour participer à des missions externes en faveur de la paix s’entraînent fréquemment avec les forces de police en vue de telles opérations. En dehors des cas les plus sérieux de remise en cause violente justifiant aux yeux du politique souverain *répression* à l’intérieur ou *imposition de la paix* à l’extérieur, ces recours “allégés” à la force admettent des degrés en fonction des menaces qui pèsent sur l’ordre légitime : *rétablissement* vigoureux de l’ordre interne ou international là où il est en péril, *maintien* de l’un ou de l’autre lorsque ces menaces sont gérables. L’action militaire connaît donc des modalités diverses, qu’on peut catégoriser logiquement en croisant des dichotomies simples :

	Enjeux	Adversaire/opposant	
		Externe	Interne
<i>Importance perçue des menaces sur la souveraineté/ l'ordre légitime</i>	Très forts	Guerre totale	Guerre civile, révolution
	Forts	Guerre limitée	(Contre-) Insurrection
	Moyens	Imposition de la paix	Répression
	Faibles	Rétablissement de la paix	Rétablissement de l'ordre
	Très faibles	Maintien de la paix	Maintien de l'ordre

De telles distinctions, les logiques de modération ou de possible escalade, et les différenciations de degré dans chaque case du tableau, rendent compte de la division du travail entre les institutions vouées au maniement de la force (de haut en bas : armées, unités paramilitaires, police). Toutefois, projetées sur l’axe du degré de force rationnellement applicable dans diverses situations, ces distinctions se brouillent en partie : il n’existe pas, sur ce continuum pratique s’étageant du maximum au minimum de violence, d’aspérité susceptible de constituer une frontière naturelle entre les registres idéal-typiques d’action des unes et des autres. La raison en est que les situations, et pour chaque camp les enjeux, peuvent évoluer parfois très rapidement.⁴⁹ La mondialisation, les conflits asymétriques et le terrorisme de la période récente, en rapprochant sécurité externe et sécurité interne, ont considérablement renforcé ce flou. La division du travail militaire est donc devenue de plus en plus nominale, et les registres d’action de plus en plus plastiques et perméables les uns aux autres, du moins de proche en proche.

L’unité conceptuelle de l’action militaire s’affirme ainsi plus fortement que jamais. Ceci vaut en dépit de l’extrême diversification des composantes organiques et de leurs vocations respectives : air/ terre/ mer/ paramilitaires, stratégiques/ tactiques, offensives/

⁴⁹ C’est souvent le cas dans les opérations en faveur de la paix : ce qui débute comme une mission de maintien de la paix (ou même d’assistance humanitaire) peut en quelques moments dégénérer en combat, et conduire à une révision des enjeux politiques de l’opération du côté des intervenants extérieurs (ce dont le retrait précipité des forces américaines de Somalie en 1993 fournit un excellent exemple). C’est la raison pour laquelle les forces paramilitaires ou de police, généralement suffisantes dans le maintien ou le rétablissement de l’ordre interne, ne sont engagées dans les opérations extérieures que lorsque la paix est pour l’essentiel assurée ; c’est ce qu’indiquait Dag Hammarskjöld dans les années 1950, lors des premières opérations de Casques bleus : “*Le maintien de la paix n’est pas un métier de soldat, mais seuls des soldats peuvent s’en charger*”.

défensives, et une mosaïque de fonctions spécialisées en leur sein. Même si elle ajoute à la diversité apparente, la bigarrure des uniformes et des traditions – facteurs d’identité et de cohésion interne – ne doit pas faire perdre de vue ce que les composantes et tous les acteurs militaires ont en commun : la mission et le loyalisme.

Caractères spécifiques et non spécifiques

Les traits les plus singuliers de l’action militaire dérivent tous directement ou indirectement du recours aux armes sur ordre au nom de la souveraineté. La spécificité est à la fois sociopolitique et fonctionnelle.

Ses aspects sociopolitiques s’éclairent si l’on veut bien considérer que ceux à qui une société politique confie en dernier ressort la défense de son indépendance ou de son unité et la promotion de ses valeurs et intérêts ne constituent pas un groupe professionnel tout à fait comme les autres. Les ressources humaines et matérielles mises à leur disposition, les efforts que consent la société pour satisfaire leurs besoins moraux et sociaux, le prestige relatif de leurs uniformes et de leurs chefs, exercent sur elle, à des degrés divers selon le moment et le lieu, une influence rarement négligeable. Si cette influence est licite et dans certaines limites bienvenue, la possibilité existe que ces limites soient outrepassées. En termes politiques internes, la détention des armes peut conférer aux militaires un poids supérieur à ce requiert leur rôle : certains peuvent songer à transformer la fonction d’*instrument* de la politique qui est la leur par construction en celle d’*acteur autonome* de la politique. Dans le cas extrême, ils peuvent prendre le pouvoir, ou s’ériger en arbitres supraconstitutionnels de la politique interne. Mais il existe bien d’autres moyens, plus subtils, d’influer indûment sur les détenteurs du pouvoir souverain, l’économie, la société et la culture, et des zones grises où l’équilibre souhaitable soulève des questions difficiles. En d’autres termes, le contrôle politique qui s’exerce sur les forces armées afin qu’elles ne défigurent pas le régime sociopolitique qu’elles sont censées défendre⁵⁰ appelle des formes plus rigoureuses que ce n’est le cas pour la plupart des autres organismes fonctionnels ou groupes de pression.

Toutefois, à cet aspect du problème s’en est ajouté depuis la fin du 19^e siècle un autre : en raison de la complexité croissante de l’art militaire, les leaders politiques sont fréquemment conduits à s’en remettre à l’expertise professionnelle des hommes de l’art.

Dès lors, à côté de la problématique classique de la subordination et du contrôle, émerge celle de la coordination politico-militaire de l’action. Ceci implique que les relations entre les deux groupes soient marquées par la confiance – jamais garantie de manière permanente, même là où les forces armées et leurs élites sont de façon harmonieuse intégrées au sein de la société parente –, et sensibles à ses attentes, intérêts et valeurs. Le professionnalisme suppose une marge d’autonomie des professionnels, qui

⁵⁰ Contrairement à une idée répandue, le contrôle civil des forces armées n’est pas l’apanage des seules démocraties. Les monarchies absolues, les dictatures et régimes totalitaires ont toujours veillé au loyalisme de leurs soldats par des moyens souvent abrupts. Les régimes militaires se montrent très attentifs à la loyauté des armées : ce qui a profité aux auteurs d’un coup d’État réussi pourrait donner des idées à d’autres militaires.

n'est effective que si les politiques, ayant fixé les objectifs, mobilisé les ressources requises et précisé les critères d'évaluation des résultats de l'action, laissent la responsabilité de cette dernière aux *professionnels*.⁵¹ La panoplie complète des formes que peut prendre le contrôle dans ces conditions peut se représenter comme suit⁵² :

<i>Formes de contrôle</i>	<i>Objectives</i>	<i>Subjectives</i>
<i>Externes</i>	Mesures de précaution, surveillance, évaluation <i>a posteriori</i>	Degré de soutien public, image médiatique, prestige de l'institution, <i>a priori</i> and <i>a posteriori</i>
<i>Internes</i>	Confiance accordée <i>a priori</i> aux normes professionnelles, évaluation <i>a posteriori</i>	Confiance fondée sur des mesures de précaution (filtrage ou représentativité du recrutement, serments de fidélité, inculcation de valeurs largement partagées, satisfaction des intérêts)

En termes fonctionnels, ceux qui sont chargés de manier la violence organisée légitime, et ce faisant mettent en jeu leur vie, leur intégrité physique et morale, sont soumis à des normes puissantes destinées à garantir leur motivation à combattre, favoriser leur efficacité collective, et justifier la confiance placée en eux : honneur et loyauté envers le pouvoir souverain sont leurs vertus cardinales attendues. Appuyée par la promesse de sanctions drastiques en cas de désertion ou de graves négligences dans l'accomplissement du devoir, leur motivation est sous-tendue par un sens ultime : *salus populi est suprema lex*. Elle est renforcée, s'ils sont effectifs, par les éléments charismatiques du commandement, le soutien et la reconnaissance que leur accordent leurs pairs, leurs supérieurs et la société tout entière, ainsi que par la présomption de légitimité des ordres reçus (légitimité qui, sauf faute ou crime au regard de la loi ou des exigences de la morale commune, exonère les combattants de toute responsabilité personnelle⁵³ – même si elle ne fait pas disparaître toute considération ou interrogation éthique). La cohésion primaire, le soutien émotionnel et pratique qu'elle leur apporte sur la base d'une communauté de destin, sont d'une importance cruciale face au danger et à la perspective d'avoir à détruire ou mutiler des vies humaines.

En termes structurels, le danger et l'urgence, la nécessité de réactions rapides à des événements imprévus, le principe d'économie des forces, impliquent une unité de concep-

⁵¹ C'est que Samuel Huntington (1957) appelle "contrôle objectif interne". L'avènement des moyens de communication instantanée en a miné les fondements : les réactions en temps réel de l'opinion publique obligent les politiques à intervenir dans le déroulement de l'action, accroissant par là le besoin de coordination, mais aussi la frustration des militaires devant la réduction de leur autonomie professionnelle. Ceci est depuis un certain temps source de tensions entre les deux milieux, tensions aggravées par les baisses d'effectifs et de budgets, et par les pressions exercées sur les armées pour plus de concessions culturelles envers la société, ce qu'elles vivent souvent comme une dilution de leur ethos et de leur identité.

⁵² Cf. Boëne, 2001.

⁵³ C'est là du moins la conception classique, fondée sur le primat du politique. Une telle conception est battue en brèche lorsqu'existe un fort consensus international, qui tend à criminaliser l'adversaire déviant de l'ordre consensuel, et à demander des comptes judiciaires aux exécutants en les privant de l'excuse des ordres reçus. Cf., par exemple, Céline Bryon-Portet, "Du devoir de soumission au devoir de désobéissance ? Le dilemme militaire", dans le numéro inaugural (vol.1, n°1) de *Res Militaris*.

tion et de conduite – un degré rarement égalé de centralisation. Les relations hiérarchiques qui en découlent ne sont pas seulement la conséquence d’une organisation bureaucratique : elles instituent des rapports de commandement et d’obéissance personnalisés, fondés sur la reconnaissance mutuelle (dont l’échange du salut militaire est le symbole). Le primat du groupe et de l’institution sur l’individu s’exprime par une disponibilité théorique de tous les instants, et par la discipline – une mécanisation des comportements, renforcée par le *drill* et la pratique, qui les rend prévisibles, donc calculables. Ces traits sont d’autant plus affirmés que l’adversaire et le danger sont proches dans l’espace ou le temps ; ils sont moins présents dans les opérations de soutien à l’ordre politique interne ou en faveur de la paix (où la dimension héroïque est généralement minorée, voire absente) – même si la socialisation militaire insiste sur les scénarios les plus défavorables, et si les normes du combat y sont la référence ultime.

Une autre caractéristique centrale de l’action militaire est le degré de contingence, donc d’incertitude, susceptible de l’affecter. L’accident ou ce que Clausewitz dénommait “friction” en sont des formes évidentes. Toutefois, la source principale d’incertitude tient au fait que l’action s’applique non pas à une matière inerte, mais à un adversaire qui cherche la surprise, et souvent l’obtient. De là viennent une conscience aiguë de l’impossibilité d’un contrôle total des événements dans l’interaction hostile, et la référence fréquente à la Providence ou au destin⁵⁴ – et ce en dépit de la méticuleuse préparation à l’adversité imprévue typique des organisations militaires. Enfin, comme dans bien des activités de type institutionnel (mais de manière plus prononcée pour l’action militaire que pour beaucoup d’autres), l’efficacité collective ne peut être mesurée que synthétiquement sur la base de critères qualitatifs : l’adversaire a renoncé ou non aux objectifs qu’il poursuivait.

Ces traits, rendus nécessaires ou inévitables par l’interaction hostile, dénie à l’action militaire le statut d’une ingénierie pure et simple : ils y limitent la place qu’occupe la rationalité instrumentale. On pourrait les appeler irrationnels si certains d’entre eux (notamment la cohésion et la reconnaissance) ne faisaient figure de précieuses ressources fonctionnelles manipulables – au moins en partie – par l’organisation. Ils reflètent une sociabilité traditionnelle, communautaire et hiérarchique, très éloignée des structures et idéaux modernes.⁵⁵

La dimension institutionnelle, cependant, n’occupe pas tout l’espace de l’action ou des structures militaires. Elle est contrebalancée par une seconde dimension fonctionnelle, tournée vers la coopération avec les parties prenantes amies, internes ou externes, dans laquelle la rationalité instrumentale joue les premiers rôles. On la trouve dans les aspects de l’action liés à la conception, à la planification, au commandement et au contrôle, à la

⁵⁴ L’étude systématique des situations de combat suggère que la religiosité, mais non nécessairement la pratique religieuse, y joue un rôle important ; il en va de même du fatalisme. Cf., par exemple, le second volume des études de psychologie sociale de Samuel Stouffer *et al.* (1949) sur l’armée américaine de la Seconde Guerre mondiale.

⁵⁵ C’est ce qu’a bien vu la tradition marxiste, pour qui les armées sont des institutions *féodales*. L’*odium* implicite qui s’y attache peut expliquer pourquoi, malgré l’intérêt déclaré d’Engels, Liebknecht, Lénine ou Trotski, les marxistes sont pour l’essentiel absents du champ militaire.

coordination et au soutien, enfin à la communication. Son influence est proportionnelle à la distance à laquelle se situe l'adversaire, et au degré de protection dont bénéficient les troupes par rapport aux coups qu'il peut leur porter. Contrairement aux situations de combat, où la crainte de pertes parmi les acteurs titulaires de rôles cruciaux conduit à cultiver une certaine interchangeabilité fonctionnelle, celles que domine la dimension organisationnelle sont marquées par une division du travail qui n'est limitée que par les effectifs disponibles. Cette seconde dimension de l'action emprunte à toutes les ressources de la modernité – notamment en matière de management, de technologie et de communication – et constitue ainsi un puissant agent de rationalisation. Tout, dans cette logique d'action, peut être concerté entre acteurs spécialisés, dans l'optique d'une optimisation sous contrainte des capacités et de la coordination – et avec pour seule limite les dysfonctions susceptibles de se développer dans les interstices de l'organisation, là où les relations informelles et les répertoires culturels de groupe peuvent gêner la cohérence d'ensemble. L'efficacité s'y apprécie moins en termes d'objectifs réalisés (“*effectiveness*”), que de rapport entre objectifs réalisés et ressources mises en œuvre (“*efficiency*”), et se mesure de manière analytique quantifiée, sur critères techniques, gestionnaires ou même (au travers, par exemple, d'enquêtes par sondage) sociopolitiques. Cette logique d'action, lorsqu'elle est nominalement pure, est dénuée de tout contenu spécifique.

Toutefois, précisément, aucune des deux dimensions institutionnelle et organisationnelle ne peut, dans l'action ou les structures militaires, s'exprimer pleinement – aller jusqu'au bout d'elle-même – au détriment total de l'autre. On les trouve ensemble, selon des dosages variés, dans toutes les situations militaires, liées par un rapport dialogique sans fin dans lequel l'une est contrainte par l'influence inévitable de l'autre, et où l'arbitre local et/ou temporaire entre elles réside dans la définition et la logique de la situation ou du problème à traiter. Ni l'une ni l'autre ne sont localisables de façon univoque dans les organigrammes formels: au milieu même du combat, les combattants doivent se soucier de ravitaillement, de repos, de carburant ou de munitions, d'évacuation des blessés, et de leur propre réputation; à l'inverse, les unités de soutien doivent pouvoir se défendre en cas d'attaque surprise. Autrement dit, fruit d'un contraste entre institution et organisation plus fort que dans d'autres types d'activité,⁵⁶ la spécificité militaire est relative, et fluctue en fonction des contextes d'action, et des sens qu'on leur assigne.

Tendances de long terme

La perspective intemporelle esquissée ci-dessus est affectée par de puissantes tendances historiques. L'une des plus importantes est la montée de la technologie et de l'industrialisation, notamment à compter de la fin du 19^e siècle; une autre réside dans le changement normatif de long terme.

⁵⁶ La spécificité militaire est donc affaire de différences tout à la fois de nature et de degré. Certains des traits de l'action militaire ne se retrouvent nulle part ailleurs: la coercition physique potentiellement mortelle au nom de la souveraineté et des buts qu'elle se propose en constitue le cœur. Beaucoup d'autres traits sont marqués par la coexistence dialogique de l'institution et de l'organisation. Cette dialogique est largement partagée, bien qu'avec des contrastes moins forts, par d'autres situations ou milieux: pour une argumentation généraliste dans le même sens, voir Juan, 2006.

Impact du changement technologique

Les armées avaient connu, entre le milieu du 17^e et le début du 19^e siècle, une forte hausse de leurs effectifs et l'avènement de structures bureaucratiques, reflétant le passage des fiefs aux États-nations comme acteurs de la scène internationale. Ces premières armées de masse, l'artillerie et les armes à feu rudimentaires avaient engendré une organisation mécanique rigide, fruit de ce que les historiens ont appelé une "révolution militaire" (d'abord initiée en terre protestante: Hollande, Suède) dont la discipline et l'absence d'initiative des échelons subordonnés sont les traits les plus manifestes. Du dernier tiers du 19^e au milieu du 20^e, la technologie et la puissance industrielle ont une seconde fois profondément transformé le visage de la guerre et des systèmes militaires. Morris Janowitz, en son temps, en a magistralement analysé les effets⁵⁷ : marginalisation relative des combattants en termes quantitatifs, déformation des structures hiérarchiques pyramidales vers une configuration en double losange, contre-balancement du contrôle vertical par une coordination latérale entre unités spécialisées de même niveau, valorisation de l'initiative, libéralisation de la discipline, montée des managers et du pragmatisme parmi les élites militaires, etc. Après 1960, de nouvelles vagues de changement technologique (électronique, miniaturisation, précision, missiles, etc.) ont poussé la rationalisation vers de nouveaux sommets, qui ont modifié les équilibres structurels entre dimensions institutionnelle et organisationnelle en faveur de la seconde, et transformé les identités martiales traditionnelles. Dans la période récente, les moyens de communication instantanée, l'informatisation, Internet et d'autres innovations du même type ont rapproché les structures martiales et les processus d'action militaire du fonctionnement des réseaux neuronaux, rendant possibles les courts-circuits hiérarchiques, intensifiant les coordinations latérales, et comprimant sévèrement les trois niveaux classiques (tactique, opératif, stratégique) de l'action pour faire face aux flux d'événements rapportés en temps réel par les médias.

Cependant, le changement le plus spectaculaire est intervenu assez tôt, puis s'est accentué, avec l'apparition d'armes stratégiques de plus en plus destructrices qui, par l'allonge et la puissance qui sont les leurs, rompent le lien jusque-là exclusif entre niveau tactique et efficace immédiate des armes – par ordre d'entrée en scène : l'artillerie à gros calibre et longue portée, les bombardements aériens massifs, enfin les armes nucléaires et les missiles intercontinentaux. Ce dernier couple a été source d'un paradoxe inédit : la neutralisation, par le mécanisme de la dissuasion mutuelle, d'une puissance militaire devenue démesurée.

Avec l'avènement d'armes de destruction massive, en effet, s'imposa assez vite après 1945 l'idée que la fonction des armées n'était plus de gagner des guerres majeures, mais de les prévenir.⁵⁸ Ceci était une conséquence inattendue de l'action puisque l'Ouest puis l'Est avaient acquis ces armes dans le but d'obtenir un avantage stratégique décisif. Mais la perspective de destructions à très grande échelle avait modifié les calculs du gain

⁵⁷ Janowitz, 1960.

⁵⁸ Bernard Brodie, in Brodie, Dunn, Corbett & Fox, 1946.

politico-stratégique à attendre de l'emploi de ces armes, et induit de part et d'autre mille précautions pour ne pas en venir là. Bien que non absolument impossible en cas d'accident, de perceptions fausses des intentions adverses, ou d'irrationalité éventuelle de la part des gouvernants, une grande guerre devint au fil du temps de plus en plus improbable. La conséquence en fut qu'en dépit d'arsenaux gigantesques et d'armées sur le pied de guerre permanent (conditions nécessaires de la crédibilité dissuasive), les militaires des deux coalitions sont – fort heureusement – restés l'arme au pied jusqu'à la fin de la Guerre froide.

Bien sûr, des guerres limitées étaient possibles dans les zones grises, à la périphérie de leurs aires d'intérêt stratégique, là où les adversaires n'étaient pas en contact direct. Mais par crainte d'une éventuelle montée aux extrêmes, ces guerres sont, dans l'idéal, restreintes en termes d'objectifs, de durée et de ressources (comme l'ont appris à leurs dépens les États-Unis au Vietnam, l'Union soviétique en Afghanistan). Après une phase initiale où les stratèges ont appris la mécanique de la dissuasion,⁵⁹ seule une petite fraction des forces en présence, trois décennies durant, ont connu l'action. Dans un tel contexte, les armées se sont transformées en ce que Janowitz a appelé "*constabulary forces*", vouées à préserver tout autant la viabilité des relations internationales que les intérêts nationaux.

La Guerre froide a vécu, mais tout indique qu'un retour à une situation de clivage stratégique majeur où les adversaires disposeraient d'armes de destruction massive verrait renaître – sous certaines conditions, notamment de rationalité des gouvernants et de partage de certaines valeurs – ce mécanisme inhibiteur de dissuasion mutuelle.

La période postérieure à la Guerre froide a connu des changements considérables. Les moyens de la dissuasion nucléaire ont été mis en réserve, et archivés les plans de défense face à une invasion possible. La sécurité collective volontariste, oubliée pendant la Guerre froide, revient en force (seulement limitée par l'exigence d'un consensus international) sous l'égide explicite ou implicite des Nations Unies, ou d'autres organisations internationales publiques à vocation régionale. La pertinence du concept de *constabulary force*, non seulement surnage (c'est l'une des rares caractéristiques de la Guerre froide à subsister), mais se renforce : l'action, qui avait été si rare pour les anciens adversaires, devient tout à coup surabondante. Elle s'étage de la mise au pas d'États déviants (Irak, Serbie, puis Libye, dont les dirigeants sont traités en criminels) à une longue liste d'interventions internationales en faveur de la paix de par le monde. Les dernières avancées technologiques semblent annoncer – au moins pour l'Amérique, bénéficiaire d'une supériorité conventionnelle dès lors écrasante – une nouvelle "*révolution dans les affaires militaires*" grosse de la promesse d'une maîtrise totale et en temps réel des champs de bataille éventuels, capable de venir à bout, en limitant au maximum les pertes humaines et matérielles, de perturbations sérieuses du nouvel ordre international par des États. Mais après une décennie, l'équation se trouve changée par la manifestation spectaculaire, à Manhattan, d'un terrorisme international (il faudra y revenir) qui s'affirme.

⁵⁹ Quelques auteurs ont très rapidement saisi le bouleversement qu'introduisait l'atome: Castex, 1945; Brodie *et al.*, 1946; Borden, 1946; Blackett, 1948. Leur influence sur la pratique attendra une bonne décennie. L'âge d'or de la stratégie nucléaire se situe dans les années 1960, aux États-Unis et en France.

Le changement normatif

La technologie, toutefois, n'explique pas tout: il faut tenir compte des inflexions qui affectent les valeurs dominantes, elles-mêmes liées en grande partie au souvenir que laisse la guerre totale au 20^e siècle, ou à la crainte qu'inspire son possible retour.

Aux origines. Il faut, pour en situer les grands traits, remonter au tournant de ce même siècle. À ce moment, quelques personnalités (Ivan Bloch, Nicolas II, Andrew Carnegie et d'autres) pressentent qu'une grande guerre entre nations industrielles coalisées – rendue possible par l'émergence au centre de l'Europe (alors continent dominant) d'une puissance majeure, devenue "révisionniste" après le départ de Bismarck, et son encerclement peu après par l'alliance franco-russe – n'apporterait que barbarie, souffrances de masse⁶⁰ et révolutions. Ils tentent par avance d'en limiter les raisons et les conséquences au moyen de procédures d'arbitrage et de conventions internationales (La Haye, 1899, 1907). Leurs efforts ne parviendront pas à éviter la perte de contrôle collectif sur les événements en juillet 1914, qui scelleront le destin du 20^e siècle. Lorsque prirent fin les horreurs de la Première Guerre mondiale, la Société des Nations (sous l'influence tardive de Kant et de son projet de paix perpétuelle, fraîchement traduit en anglais, source d'inspiration de Woodrow Wilson), les accords de Locarno, puis la mise hors la loi de la guerre par le Pacte Briand-Kellogg de 1928, reprirent le flambeau d'une tradition fragile qui ne résista pas aux tensions des années 1930. Mais elle profita grandement de la révolusio n à l'égard de la guerre après 1945, et l'apparition d'armes nucléaires acheva de délégitimer aux yeux des opinions publiques tout recours à la force en matière internationale, désormais jugé trop dangereux pour la civilisation. La Charte des Nations unies codifia ce sentiment largement partagé: les conflits interétatiques devaient dorénavant se régler sans violence, et face à des menaces contre la paix, la "communauté internationale" réagirait de concert dans le cadre de ce qu'un président américain devait qualifier (à propos de la Corée, en 1950) d'"*action de police*". L'affrontement Est-Ouest gela vite ces espérances, mais l'esprit du temps avait définitivement changé.

La Guerre froide. C'est ce qu'on vit en Occident où, après 1945-47, le charisme de l'État-nation, jusque-là si fort, s'affaiblit brusquement. Le nationalisme fut rétrospectivement tenu responsable des cataclysmes passés, la souveraineté et même le patriotisme devinrent suspects. Les guerres coloniales et l'intervention américaine au Vietnam parcoururent la même séquence, de l'indifférence sceptique à l'impopularité. Le prestige militaire s'en ressentit fortement, d'autant que la prospérité économique, la sécurité personnelle apportée par l'État-Providence, et les attitudes plus critiques engendrées chez les jeunes par la montée des niveaux moyens d'éducation, favorisaient une individualisation des rapports sociaux. À compter des années 1960, loin d'être (comme c'était le cas

⁶⁰ La guerre russo-japonaise viendra renforcer ces craintes intuitives: la bataille de Moukden y voit plus d'un demi-million d'hommes engagés sur un front de plusieurs dizaines de kilomètres; un quart des effectifs y laisseront leurs vies. Conformément à la vision prophétique de Bloch, 1898, l'opinion publique devient, côté russe, la variable décisive. Cette expérience éclaire la brutalité, y compris à l'égard des populations civiles adverses, qui s'exercera d'entrée notamment du côté autrichien et allemand: il s'agit de frapper l'opinion pour éviter un blocage, entrevu à l'avance, de la situation sur le terrain. Cf. Audouin-Rouzeau & Becker, 2010.

depuis le tournant du siècle) un honneur, porter les armes au titre de la conscription fut considéré comme une corvée par des fractions croissantes des classes d'âge successives. Pire, les armées en vinrent bientôt à symboliser tout ce que la jeunesse rejetait – des normes strictes, le primat de la société sur l'individu, les devoirs du citoyen, etc. – au moment (après 1968) où une nouvelle génération installait des mœurs beaucoup moins rigoristes que celles auxquelles leurs parents avaient consenti. La conscription devient problématique à partir du moment où la dissuasion nucléaire et les technologies guerrières font baisser les besoins en effectifs : la proportion de ceux qui servent sous les armes dans chaque cohorte annuelle décline, créant par là des inégalités que le système a bien du mal à justifier. Dans les pays où ses racines historiques étaient faibles, elle est abolie dès les années 1960 (Royaume-Uni) et 1970 (États-Unis) ; les autres la maintiennent comme ils le peuvent jusqu'à la fin de la Guerre froide, à laquelle elle ne survivra pas très longtemps. Le recrutement volontaire est aujourd'hui partout la norme plutôt que l'exception.

La scène internationale contemporaine. Après une décennie marquée par les "dividendes de la paix", un "nouvel ordre mondial", et les demi-succès/demi-échecs d'une sécurité collective résurgente en plein essor, les forces ou États révisionnistes n'ont que deux options : une stratégie du fort au fort, que seules des armes nucléaires peuvent permettre, ou une autre, du très faible au fort, qui ne peut guère prendre d'autres formes que le terrorisme international. C'est ce dernier qui se manifeste d'abord de manière audacieuse et spectaculaire, grandement aidé par la chance, à la surprise de tous et avec un retentissement symbolique durable. Le contexte d'après le 11 septembre 2001 voit alors la première puissance militaire mondiale, dont le budget de la défense représente à lui seul plus de 40% de toutes les dépenses que l'ensemble de la planète consacre aux armées, déclarer la guerre à un groupe insaisissable de praticiens du terrorisme combinant fanatisme et haute technologie, dont les effectifs, l'audience, le degré d'organisation et même l'identité exacte sont mal connus. Allié à l'idéologie néo-conservatrice – étrange hybride des traditions hamiltonienne, jacksonienne et wilsonienne de politique étrangère américaine – et son ambition déclarée de mettre à profit la supériorité militaire pour façonner un "Grand Moyen-Orient", la *Guerre à la Terreur* a conduit aux interventions en Afghanistan et Irak – guerres de choix dont le bilan, après plus d'une décennie d'efforts civils et militaires en vue de consolider État et nation dans les pays hôtes, n'est guère convaincant – voire semble carrément négatif. La supériorité militaire éprouve de sérieuses difficultés à se traduire en capacité à transformer le paysage politique. Il en résulte, sur la scène internationale contemporaine, une grande ambiguïté.

La mondialisation, l'interdépendance qu'elle engendre, l'émergence de nouveaux poids lourds économiques (Chine, Inde, Russie, Brésil) encore dépendants de marchés extérieurs, produisent une situation faite à la fois de coopération, de concurrence et de tensions. Les risques de conflits majeurs entre puissances du premier rang s'en trouvent diminués d'autant. Si, malgré cela, de tels conflits devaient se faire jour (par exemple, entre la Chine et les États-Unis), l'existence d'armes nucléaires de part et d'autre nous ramènerait, on l'a dit, à une situation de dissuasion mutuelle de type Guerre froide. Les

affrontements stratégiques seraient de nouveau marqués par des jeux à somme non nulle et à motivation mixte déjà connus à cette période. Ce scénario est d'autant plus probable que l'Occident est en phase de déclin relatif en termes de poids démographique et économique, et sera peu enclin à s'opposer frontalement à la partie émergente de la planète au risque de réactiver le ressentiment historique né de ses cinq siècles de domination du monde, et à transformer la vision hypothétique de Huntington ("*The West against the Rest*") en prophétie autoréalisatrice.

Dans le même temps toutefois, comme le relevait Pierre Hassner en 2007, foisonnent tensions ethniques et religieuses, ressentiments, prophètes armés et disciples fanatisés, tendances sociales et culturelles non maîtrisées, qui peuvent à tout moment créer des troubles violents en certains points du monde. La question est de savoir si la communauté internationale aura la volonté et les moyens de subvenir aux besoins créés par un nombre croissant d'occasions d'intervenir au nom d'une sécurité collective consensuelle. Là où quand un tel consensus international est absent, des points de friction locaux peuvent conduire à des affrontements plus larges. Beaucoup dépendra, notamment et surtout, de l'évolution de la situation au Pakistan, et de l'issue de la présente guerre civile en Syrie. En outre, la question s'avère par avance délicate du traitement à appliquer aux rares États déviants (Iran, Corée du Nord) qui, cherchant leur salut dans une maîtrise des armes nucléaires, font peser sur leurs voisins comme sur l'ordre international un risque jugé intolérable. Pour l'avenir à plus long terme, la grande inconnue porte sur l'attitude – pacifisme bourgeois, politique de puissance, ou un mixte des deux – qui prévaudra en Chine, en Inde et ailleurs lorsque ces pays émergents auront substitué des moteurs de croissance internes à leur actuelle dépendance à l'égard des marchés extérieurs.

Si des facteurs de déstabilisation existent donc bel et bien, les chances d'un maintien de la stabilité internationale n'en semblent pas moins robustes. Malgré ses difficultés et ses coûts, la lutte contre le terrorisme porte ses fruits : il a été jusqu'ici, pour l'essentiel, remarquablement contenu.⁶¹ Contrairement aux illusions véhiculées par une profusion d'images médiatiques, le nombre des conflits armés et de leurs victimes est résolument à la baisse.⁶² Et les grandes puissances ne montrent guère d'inclinations pour la

⁶¹ Au cours des années écoulées depuis septembre 2001, quelques dizaines d'attentats majeurs ont été notés de par le monde, dont deux seulement (Madrid, 2004, Londres, 2005) ont frappé l'Occident, le reste affectant des pays troublés du monde islamique (ce qui met Al-Qaida en porte-à-faux par rapport aux populations dont cette organisation se réclame). Ce succès est dû à une coopération efficace entre États, qui transcende leurs dissensions politiques.

⁶² Les chiffres disponibles montrent ce qu'une profusion d'images médiatiques de guerres et leur lot quotidien de morts et blessés dérobent au regard : la fréquence et les ordres de grandeur des conflits armés et de leurs victimes sont sans commune mesure avec ce qu'ils ont été à plusieurs moments du 20^e siècle. La dernière grande conflagration mondiale remonte à sept décennies. Les guerres interétatiques ont vu leur nombre décroître de 3 par an dans les années 1980, à 1,3 dans les années 1990, puis 0,78 dans la décennie suivante. Les derniers épisodes de guerre interétatique au cours du dernier quart de siècle, en effet, se comptent en unités : Iran-Irak (1980-1988), Irak-Koweït (1990), Érythrée-Éthiopie (1998-2000), les courtes guerres "chaudes" entre Inde et Pakistan (1998, 2003), intervention américaine en Irak face à l'armée de Saddam Hussein (2003), et Russie-Géorgie (2008). Cette décroissance du nombre des guerres entre États fait des conflits sanglants *internes* la norme : sur 34 conflits armés recensés pour 2007 par l'Uppsala Conflict Data Program, seuls quatre (Afghanistan, Irak, Sri Lanka, Somalie) répondaient au critère du millier de morts

guerre majeure. Le concept janowitzien de “*constabulary force*” continue de s’affirmer comme ligne directrice, à fortes connotations universalistes,⁶³ d’une action militaire fondée sur l’idée de préservation de relations internationales viables.

Cette tendance – celle qui rabat la guerre sur la sécurité collective et la maîtrise de la violence – s’exprime également dans l’ordre interne, où se note, en dehors des guerres civiles (dans la période récente: Libye, Syrie), la même pacification relative des conflits politiques. Nul doute que la transparence accrue qui naît de la circulation instantanée de l’information n’ait favorisé la diffusion de normes démocratiques, et que les derniers développements du droit international – entre autres, la “responsabilité de protéger”, version consensuelle de l’ingérence humanitaire adoptée par l’ONU en 2005 – n’y soient pour quelque chose: l’inculpation de chefs d’État passés ou en exercice par les juridictions pénales internationales n’est pas passée inaperçue. Toujours est-il que, là encore, le nombre de victimes de massacres du fait de gouvernements est à la baisse dans la dernière période.⁶⁴

annuel pour “mériter” le nom de guerre, et les quatre étaient des guerres intra-étatiques (même si trois d’entre elles étaient “internationalisées” par la participation de forces extérieures). La moyenne annuelle du nombre de conflits majeurs (définis par un minimum de pertes humaines de 1000 morts directes du fait des combats) de par le monde, passé par un maximum de 13 dans la décennie 1980, se trouve diminué de moitié dans les années 2000. Les conflits auxquels un État affronte des opposants non étatiques, qui avaient connu une croissance plus ou moins régulière depuis les années 1950, passent par un maximum en 1992, où ils étaient 53, et redescendent à 29 en 2003 (avant de remonter à 37 entre 2004 et 2008, notamment en raison des guerres ou pressions d’initiative décidées par l’Administration Bush). Le nombre des conflits armés où aucune des parties prenantes n’est un État fluctue entre 16 et 36, avec une moyenne annuelle de 25 au cours des deux dernières décennies, sans qu’une tendance d’évolution nette à la hausse ou à la baisse ne se manifeste de manière suivie. Encore a-t-il fallu, pour les dénombrer, descendre la barre des 1000 morts à 25 par an. De larges zones semblent totalement immunisées contre les guerres (Europe de l’Ouest, Amérique du Nord, une bonne part de l’Océanie), tandis que d’autres les concentrent presque toutes (Asie, Amérique Latine sauf cône Sud, Afrique sub-saharienne, Proche-Orient et, depuis les “printemps arabes” de 2011, Afrique du Nord). Ces tendances s’accompagnent d’une tendance nette à la baisse du nombre des victimes. Là où les débuts de la Guerre de Corée (1950) avaient compté plus de 600 000 morts, la Guerre Iran-Irak à son apogée (1982) 270 000, la guerre entre Érythrée et Éthiopie (1999) et celle qui affecte la région africaine des Grands Lacs (1999) 130 000 chacune. Par comparaison, le volume de morts directes du fait des combats au cours de l’année 2008 s’établit à 27 000. Les ordres de grandeur du volume total des morts directes et induites par les guerres pointent dans le même sens, de manière tout aussi impressionnante. Selon les paramètres retenus par les différentes sources, la baisse observée entre la moyenne annuelle du 20^e siècle et celle des années 2000 s’étage entre environ les trois-quarts et 90%. Il y a donc bien pacification relative du monde. Toutefois, on aurait tort de confondre tendance et destin: les chiffres actuels ne font que revenir, pour ce qu’on en sait, à ceux des longues périodes de calme du milieu des 18^e et 19^e siècles. Cf. *Human Security Report*: <http://www.hsrgroup.org/human-security-reports/human-security-report.aspx>.

⁶³ De vieilles nations européennes dotées de fortes traditions militaires, telles la Grande-Bretagne et la France, mettent ouvertement leur puissance au service de cet idéal. Le Royaume-Uni de Tony Blair en est l’illustration la plus explicite: la doctrine y est que sa puissance militaire se veut désormais “*a force for good in the world*”. La tendance demeure même si ses successeurs au 10 Downing Street se sont faits plus discrets sur ce point. La France n’est pas très éloignée de ces positions.

⁶⁴ Alors qu’en 1989, les trois-quarts des morts enregistrées étaient le fait d’organes d’État, elles sont en 2008, à hauteur de 80%, celui de forces rebelles à l’encontre des populations: cf. *Human Security Report 2009, Overview*, p.12. Si l’on en excepte les tueries de masse du Rwanda (1995, 500 000 morts) et de la République Démocratique du Congo (1996, 27 000 morts), la moyenne annuelle des victimes de massacres “non militaires” de par le monde depuis deux décennies s’élève à moins de 10 000. Si l’on retient les chiffres les moins élevés pour le 20^e siècle en son entier, ceux de Matthew White (2010), soit 81 millions de victimes de “démocide” et une moyenne annuelle de 810 000, la comparaison montre une division par plus de 80. Si l’on se fie au décompte beaucoup plus pessimiste de R.J. Rummel (1994, qui pourtant se limite aux démocides d’État), soit 169 millions sur la période 1900-1987 et une moyenne annuelle de 1 942 000, le nombre de victimes est à diviser par 200.

L'influence des facteurs militaires pointe dans la même direction. Démentant les espoirs suscités par la "révolution dans les affaires militaires", l'emploi de la force ne s'est guère mué en une gestion parfaitement contrôlée, rationnelle et civilisée des moyens de la violence, n'occasionnant que des "dommages collatéraux" limités et quelques rares pertes humaines. La maîtrise de champs de bataille numérisés est de peu d'intérêt dès lors que l'adversaire évite de se montrer à découvert et se fond dans les populations environnantes. Le souvenir du sort réservé à Slobodan Milosevic, Saddam Hussein, Laurent Gbagbo et Mouammar Kadhafi garantit qu'aucun État ou groupe révisionniste ne les imitera. La période écoulée depuis le 11 septembre 2001 s'est soldée par une véritable "contre-révolution dans les affaires militaires".⁶⁵ Face à une supériorité militaire écrasante, la réaction prévisible d'antagonistes faibles mais déterminés est le recours au terrorisme et au raffinement des techniques mises en œuvre dans les années 1950 et 1960 au Vietnam et en Algérie, en les adaptant aux moyens nouveaux qu'offrent les technologies disponibles pour tirer le parti optimal d'effets de communication. Les faibles ont montré leur capacité à frapper le territoire et la population des forts; ils utilisent leurs propres populations comme boucliers humains pour paralyser l'action répressive, comptant sur les dilemmes moraux de leurs adversaires, ou sur le risque de désastres de diplomatie publique qu'ils courent si des innocents doivent de manière répétée y laisser la vie. Le succès ou l'échec dans ce type de conflit asymétrique ne dépend pas de l'occupation et du contrôle de territoires après mise en déroute de troupes régulières, mais des allégeances de long terme des populations locales, et de la patience dont fait preuve l'opinion publique intérieure face aux victimes, aux coûts, à la perte de face et à la frustration qu'engendre l'inefficacité relative du recours à la force.⁶⁶ Les modes opératoires en usage (par exemple, "search and destroy"), et la recherche – eu égard aux enjeux, parfaitement compréhensible – d'une protection maximale des troupes au détriment de rapports humains avec les populations locales, sont mal adaptées à l'objectif d'en gagner les esprits et les cœurs. Dans ces conditions et circonstances, la fonctionnalité de la force militaire conventionnelle semble en cause. Si ces tendances ne sont pas inversées, il est probable que les États-Unis tireront les leçons des épisodes en cours, pour en revenir à ce qu'était leur pratique antérieure : endiguement, influence ou pressions indirectes et, en tant que de besoin, interventions à buts, moyens et durée limités.

Un autre facteur important pour l'avenir est le mécanisme connu sous le nom de "désarmement structurel". Ce phénomène spontané s'est d'abord fait sentir en matière d'armement dans les pays technologiquement les plus en pointe.⁶⁷ Lorsque les coûts de recherche-développement-production croissent plus vite que les budgets, chaque nouvelle

⁶⁵ Hassner, 2007, *art.cit.*

⁶⁶ Smith, 2005. Hassner note, de plus, que les guerres n'ont jamais été aussi politiques, ce qui dément la thèse selon laquelle Clausewitz a perdu toute pertinence aujourd'hui.

⁶⁷ Et d'abord aux États-Unis. Cf. Augustine, 1975. Cet auteur, ancien responsable civil au Pentagone et président de Lockheed-Martin (l'un des principaux fournisseurs d'équipements de défense américains), fit remarquer il y a plus de trente ans que si les tendances observées depuis les années 1950 se poursuivaient, l'U.S. Air Force ne compterait plus un jour qu'un seul avion, si onéreuse qu'il épuiserait à lui seul son budget d'équipement.

génération d'avions et de chars de combat, de navires et de missiles, etc., en voit les nombres baisser. Le prix de chaque unité est si élevé que leur utilisation tactique contre des objectifs jugés mineurs s'en trouve inhibée par crainte de les perdre. Or, le même mécanisme s'observe à propos des ressources humaines, désormais recrutées sur la base du volontariat, et dont les coûts (rémunération, formation, entretien, familles, pensions) sont beaucoup plus forts que sous la conscription. Le sujet, pour ce qui les concerne, se complique des craintes qu'engendrent les pertes amies et même ennemies, de la compassion qu'elles suscitent et des coûts politiques qu'elles entraînent lorsque les enjeux sont faibles.⁶⁸ Des difficultés persistantes de recrutement du rang des armées professionnelles restreignent le vivier des troupes déployables, et rendent problématique la rotation des effectifs lors d'opérations extérieures. Elles invitent à hausser les rémunérations et à substituer aux combattants des moyens techniques, ce qui, à court et moyen terme, fait monter les coûts directs et indirects des opérations extérieures à des niveaux que les économistes commencent à trouver ruineux même pour la nation la plus riche,⁶⁹ et à long terme renforce le mécanisme du désarmement structurel.

La perspective de long terme pour les forts est donc, en forçant quelque peu le trait, soit de s'exclure des champs de bataille par des coûts prohibitifs, soit de recruter dans les pays pauvres ou parmi les handicapés sociaux⁷⁰ – à moins que les enjeux de sécurité et de souveraineté ne justifient un retour à la conscription, bien peu probable dans les circonstances plutôt calmes mais fortement ambiguës qu'on vient de décrire. Il est sans doute prématuré – sauf accident... : la tendance n'est pas le destin – d'annoncer une résurgence de l'état de guerre.⁷¹

La résultante la plus nette de ces évolutions est une prégnance plus large, dans l'action et les structures militaires, de la logique organisationnelle non spécifique. Il est même un développement – la "cyberguerre" – qui, en visant la paralysie des systèmes informatiques de l'adversaire plutôt que sa destruction, semble éliminer de l'équation la dimension de violence physique – le cœur-même de la fonction et de ses spécificités, source de l'acuité particulière la logique institutionnelle. Mais les formes nouvelles de la conflictualité politique ne sont pas connues pour éliminer les formes antérieures : elles s'y ajoutent. Et dans le cas de la cyberguerre, face à des enjeux puissants, le recours à la force

⁶⁸ Sur ce point, Gérard Chaliand (2013) a raison de mettre en avant la tendance culturelle occidentale au déni ou à l'occultation de la mort. L'allongement des espérances de vie et le prix qui s'attache désormais à l'individu, fruits du développement, rendent scandaleuse la mort prématurée d'hommes et de femmes jeunes au combat. Cependant, il a tort de ne pas voir que cette tendance est filtrée dans ses effets par l'importance relative des enjeux : contrairement à une idée reçue, l'opinion ne réagit pas nécessairement de manière négative à la mort de soldats quand l'enjeu est fort, et aisément compris comme tel. Cf. Burk, 1999 ; (Hugh) Smith, 2005. Dans le cas inverse, en revanche, le coût politique de telles pertes humaines est potentiellement élevé, ce qui explique qu'un président de la République français puisse se rendre à Kaboul toutes affaires cessantes à l'annonce de 10 morts et 21 blessés le même jour lors de l'embuscade d'Uzbin (août 2008).

⁶⁹ Stiglitz & Bilmes, 2008.

⁷⁰ Il n'est plus rare de voir des armées professionnelles (États-Unis, Grande-Bretagne, Espagne) recruter parmi les étrangers en échange d'une promesse de naturalisation, ou même parmi la population pénitentiaire en échange d'une amnistie.

⁷¹ Battistella, 2006.

ne serait que différé. Il faut donc envisager comme possible un renversement local et/ ou temporaire, à la faveur d'un passage de la violence du registre de la potentialité à celui de l'effectivité, de ce déséquilibre structurel entre les deux logiques qui sous-tendent l'action. C'est dire que, conformément aux préceptes de la sociologie de l'action et des vieux pragmatistes de Chicago, il est prudent de renoncer à voir dans l'ascendant de la logique d'action non spécifique, à la manière des évolutionnistes, une tendance irréversible. Moins fréquente et moins meurtrière, l'action militaire n'en a pas pour autant disparu du paysage.

Conclusion

Le présent article a tenté d'évaluer les mérites cognitifs des divers programmes de recherche dans le traitement de thèmes militaires. Il a affirmé que sur ces registres substantifs plus que sur d'autres, la méthode influe fortement sur la conceptualisation et les modes de théorisation. Il y a noté l'absence ou la discrétion relative de certains programmes, et montré, à partir d'un examen de la littérature accumulée par le champ militaire depuis environ un siècle, que les reproches adressés au naturalisme (notamment positiviste) y sont particulièrement justifiés. Les approches objectivistes conduisent à des définitions qui passent à côté de certaines caractéristiques centrales de la matière; en raison de la grande diversité des conjectures axiomatiques dont elles ne peuvent se passer, elles conduisent à une cacophonie de théories dont l'adéquation aux faits définis et sélectionnés sur cette base laisse fortement à désirer.

L'approche par l'action, introduite dans le champ à compter des années 1930, y a connu plus de réussite. Sa méthodologie permet à l'analyse d'éviter des définitions purement conventionnelles, de se dispenser d'axiomes rigides, d'identifier les aspects de la matière qui divergent ou non de ce qu'on peut trouver dans d'autres types d'activité, et d'embrasser l'ensemble de ses facettes – conflits armés, structures militaires, rapports armées-État-société – de façon transdisciplinaire cohérente. Ses accomplissements, détaillés dans une brève formulation synthétique, la montrent seule compatible avec la vision clausewitzienne de la guerre, capable de penser les développements récents qui posent tant de problèmes aux autres programmes, et d'envisager des points de contact fructueux avec de nouvelles approches prometteuses (notamment avec les dynamiques non linéaires et l'analyse des réseaux).

Feu Jean-Michel Berthelot l'avait bien vu⁷²: certains programmes de recherche sont mieux adaptés que d'autres à des champs thématiques donnés, et le prouvent en rendant justice à leurs objets. Sauf erreur, c'est bien le cas dans le champ militaire de l'approche par l'action, celle héritée de Weber et Simmel.

⁷² Cf. note 1.

Bibliographie

- ABBOTT**, Andrew, "Mechanisms and Relations", *Sociologica* [revue italienne de sociologie en ligne], n°2, 2007.
- ALBERTS**, David & Thomas **CZERWINSKI** (eds.), *Complexity, Global Politics and National Security*, Washington, D.C., National Defense University, 1997.
- ARON**, Raymond, "Qu'est-ce qu'une théorie des relations internationales?", *Revue Française de Science Politique*, vol.17, n°5, 1967, pp.837-861.
- ARON**, Raymond, *Penser la guerre, Clausewitz*, Paris, Gallimard, 1976, 2 vols.
- AUDOUIN-ROUZEAU**, Stéphane & Annette **BECKER**, *14-18, retrouver la guerre*, Paris, Gallimard, 2000.
- AUGUSTINE**, Norman, "One Plane, One Tank, One Ship : Trend for the Future ?", *Defense Management Journal*, vol.11, n°2, 1975, pp.34-40.
- BAECHLER**, Jean, "Éléments pour une sociologie de la guerre", *Res Militaris*, vol.1, n°1, 2010.
- BATTISTELLA**, Dario, "L'apport de Karl Deutsch à la théorie des relations internationales", *Revue Internationale de Politique Comparée*, n°10, 2003-2004, pp.567-585.
- BATTISTELLA**, Dario, *Retour de l'état de guerre*, Paris, Armand Colin, 2006.
- BATTISTELLI**, Fabrizio, "Peacekeeping and the Postmodern Soldier", *Armed Forces & Society*, vol.23, n°3, 1997, pp.467-484.
- BAUDRILLARD**, Jean, *La guerre du Golfe n'a pas eu lieu*, Paris, Galilée, 1991.
- BECKERMAN**, Linda, "The Nonlinear Dynamics of War", Science Applications International Corp., 1999.
- BERTHELOT**, Jean-Michel, "Programmes, paradigmes, disciplines: pluralité et unité des sciences sociales", in Jean-Michel Berthelot (ss.dir.), *Épistémologie des sciences sociales*, Paris, P.U.F., 2000, pp.457-519.
- BEYERCHEN**, Alan, "Clausewitz, Nonlinearity and the Unpredictability of War", *International Security*, vol.17, n°3, 1992, pp.59-90. Traduction française disponible sur Internet à l'adresse : www.clausewitz.com/readings/Beyerchen/BeyerchenFR.htm.
- BLOCH**, Ivan, *La guerre future, aux points de vue technique, économique et politique*, Paris, Guillaumin, 1898.
- BOËNE**, Bernard, "Sociologie militaire", in Thierry de Montbrial & Jean Klein (ss.dir.), *Dictionnaire de stratégie*, Paris, P.U.F., 2000, pp.510-518.
- BOËNE**, Bernard, "Western-type Civil-Military Relations Revisited", in Daniel Maman Daniel & Eyal Ben-Ari (eds.), *Military, State and Society in Israel : Theoretical and Comparative Perspectives*, New Brunswick, NJ, Transaction Publishers, 2001, pp.43-80.
- BOËNE**, Bernard, "The Military As a Tribe Among Tribes : Postmodern Militaries and Civil-Military Relations ?", in Giuseppe Caforio (ed.), *Handbook of the Sociology of the Military*, New York, Kluwer/Plenum, 2003, pp.167-185.
- BOOTH**, Bradford, Meyer **KESTNBAUM** & David **SEGAL**, "Are Post Cold War Militaries Post-Modern ?", *Armed Forces & Society*, vol.27, n°3, 2001, pp.319-342.
- BORDEN**, Willam, *There Will Be No Time: The Revolution in Strategy*, New York, Macmillan, 1946.
- BOUTHOU**, Gaston, *Le phénomène-guerre*, Paris, Payot, 1962.
- BOUTHOU**, Gaston, *L'infanticide différé*, Paris, Hachette, 1970.
- BREMER**; Stuart & Thomas **CUSACK** (eds.), *The Process of War: Advancing the Scientific Study of War*, Amsterdam, Gordon & Breach, 1995.
- BRODIE**, Bernard, F.S. **DUNN**, P.E. **CORBETT** & W.T.R. **FOX**, *The Absolute Weapon : Atomic Power and World Order*, New York, Harcourt Brace, 1946.

- BRUNETEAUX**, Patrick, *Maintenir l'ordre*, Paris, Presses de Sciences Po, 1996.
- BULL**, Hedley, *The Anarchical Society*, Londres, MacMillan, 1977.
- BURK**, James, "Public Support for Peacekeeping in Lebanon and Somalia : Assessing the Casualties Hypothesis", *Political Science Quarterly*, vol.114, n°1, 1999, pp.53-78.
- BURT**, Ronald, "Models of Network Structure", *Annual Review of Sociology*, vol.6, 1980, pp.79-141.
- BURTON**, John, *Peace Theory*, New York, Alfred Knopf, 1962.
- BURTON**, John, *Systems, States, Diplomacy and Rules*, Cambridge, Cambridge University Press, 1968.
- BURTON**, John, *Conflict and Communication*, Londres, Macmillan, 1969.
- BURTON**, John, *World Society*, Cambridge, Cambridge University Press, 1972.
- BURTON**, John, *Deviance, Terrorism and War*, Oxford, Martin Robertson, 1979.
- CASTEX**, Raoul (Amiral), "Aperçus sur la bombe atomique", *Défense Nationale*, octobre 1945.
- CHALIAND**, Gérard, "Une opération adaptée aux besoins stratégiques", *Le Monde*, 23 avril 2013.
- CILLIERS**, Paul, *Complexity and Postmodernism : Understanding Complex Systems*, New York, Routledge, 1998.
- COOLEY**, Charles Horton, "Social Control in International Relations", *Publications of the American Sociological Society*, vol.12, 1917, pp.207-216.
- CZERWINSKI**, Thomas, *Coping With the Bounds: Speculations on Nonlinearity in Military Affairs*, Washington, DC, National Defense University, 1988.
- DEGENNE**, Alain & Michel **FORSÉ**, *Les réseaux sociaux*, Paris, Armand Colin, 1994.
- EDMONDS**, Martin, *Armed Services and Society*, Leicester, Leicester University Press, 1988.
- EINSTEIN**, Albert & Sigmund **FREUD**, *Pourquoi la guerre?*, Genève, Institut International de Coopération Intellectuelle, Société des Nations, 1933.
- EKSTROM**, Mats, "Causal Explanation of Social Action : The Contribution of Max Weber and of Critical Realism to a Generative View of Causal Explanation in Social Science", *Acta Sociologica*, vol.35, 1992, pp.107-122.
- ELSTER**, Jon, *Nuts and Bolts for the Social Sciences*, Cambridge, Cambridge University, 1989.
- EMIRBAYER**, Mustafa, "Manifesto for a Relational Sociology", *American Journal of Sociology*, vol.103, 1997, pp.281-317.
- ENDER**, Morten, "The Postmodern Military : Soldiering, New Media, and the Post-Cold War", *Journal for the Study of Peace and Conflict*, 1998, pp.50-58.
- ENLOE**, Cynthia, *Ethnic Soldiers: State Security in Divided Societies*, Londres, Penguin Books, 1980.
- ENLOE**, Cynthia, *Does Khaki Become You ? The Militarization of Women's Lives*, San Francisco, HarperCollins, 1988.
- ENLOE**, Cynthia, *Maneuvers : The International Politics of Militarizing Women's Lives*, Londres, University of California Press, 2004.
- EULAU**, Heinz, "H.D. Lasswell's Developmental Analysis", *Western Political Quarterly*, vol.11, 1958, pp.229-242).
- FREUD**, Sigmund, "Malaise dans la civilisation", *Revue Française de Psychanalyse*, VII, n°4, 1934.
- GEERAERTS**, Gustaaf, "Nonlinear Dynamics and the Prediction of War", *Pole Paper Series*, vol.4, n°1, 1998.
- GELLER**, Daniel & J. David **SINGER**, *Nations at War : A Scientific Study of International Conflict*, Cambridge, Cambridge University Press, 1998.
- GILPIN**, Robert, *War and Change in World Politics*, Princeton, Princeton University Press, 1984.
- GOLDSTEIN**, Joshua, *War and Gender*, Cambridge, Cambridge University Press, 2001.

GRAY, Chris Hables, *Postmodern War : The New Politics of Conflict*, New York, Guilford Publications, 1997.

HASSNER, Pierre, “Le siècle de la puissance relative”, *Le Monde*, 3 octobre 2007. Disponible à l’adresse : <http://gees.org/documentos/Documen-02647.pdf>.

HEINSOHN, Gunnar, *Söhne und Weltmacht. Terror im Aufstieg und Fall der Nationen*, Berne, Orell Füssli, 2003.

HIGATE, Paul (ed.), *Military Masculinities: Identity and the State*, Westport, Praeger, 2003.

HIGATE, Paul & Alisa **CAMERON**, “Reflexivity and Researching the Military”, *Armed Forces & Society*, vol.32, n°2, 2006, pp.219-233.

HOWER, Gretchen & Dina **ZINNES**, 1989. “International Political Conflict: A Literature Review”, *Data Development for International Research-Update*, vol.3, n°3, 1989.

HUNTINGTON, Samuel, *The Soldier and The State: The Theory and Politics of Civil-Military Relations*, Cambridge, Mass., Harvard University Press, 1957.

JANOWITZ, Morris, *The Professional Soldier: A Social and Political Portrait*, Glencoe, Free Press, 1960.

JUAN, Salvador, “Le combat de l’Organisation et de l’Institution”, *SociologieS* (revue électronique), 22 octobre 2006, <http://sociologies.revues.org/document582.html>.

KEOHANE, Robert, *After Hegemony*, Princeton, Princeton University Press, 1984.

LIJPHART, Arend, “K. Deutsch and the New Paradigm in International Relations”, in Richard Merritt & Bruce Russett (eds.), *From National Development to Global Community. Essays in Honor of Karl Deutsch*, Londres/ Boston, Allen & Unwin, 1981, pp.233-251.

MALIS, Christian, “Raymond Aron et le concept de puissance”, Institut de Stratégie Comparée, 2005 : http://www.stratisc.org/act/malis_powerII.html.

MANN, Steven, “Chaos Theory and Strategic Thought”, *Parameters*, 1992, pp.54-68.

MOSKOS, Charles & James **BURK**, “The Postmodern Military”, in James Burk James (ed.), *The Military in New Times*, Boulder, Westview Press, 1994, pp.141-162.

MOSKOS, Charles, John Allen **WILLIAMS** & David **SEGAL** (eds.), *The Postmodern Military : Armed Forces After the Cold War*, New York, Oxford University Press, 2000.

ORGANSKI, A.F.K., *World Politics*, New York, Knopf, 1958.

ORGANSKI, A.F.K. & Jacek **KUGLER**, *The War Ledger*, Chicago, University of Chicago Press, 1980.

PARSONS, Talcott, “Polarization of the World and the International System”, in Q. Wright, W. M. Evan & M. Deutsch (eds.), *Preventing World War III : Some Proposals*, New York, Simon & Schuster, 1962, pp.310-331).

PATOMÄKI, Heikki, *After International Relations: Critical Realism and the (Re)Construction of World Politics*, Londres, Routledge, 2002.

RAMEL, Frédéric, “Les relations internationales selon Durkheim – un objet sociologique comme les autres”, *Études Internationales*, vol.35, n°3, 2004a, pp.495-514.

RAMEL, Frédéric, “Durkheim au-delà des circonstances : Retour sur *L’Allemagne au-dessus de tout. La mentalité allemande et la guerre*”, *Revue Française de Sociologie*, vol.45, n°4, 2004b, pp.739-751.

RAMEL, Frédéric, “Marcel Mauss et l’étude des relations internationales: un héritage oublié”, *Sociologie et sociétés*, xxxvi-2, 2004c, pp.227-245.

RICHARDSON, Lewis, *Statistics of Deadly Quarrels*, Pittsburgh/Chicago, Boxwood Press/ Quadrangle Books, 1960.

RUMMEL, Rudolph J., *Death by Government*, New Brunswick, N.J., Transaction Publishers, 1994 : www.hawaii.edu/powerkills/note1.htm .

SAPERSTEIN, Alvin, “War and Chaos : Complexity Theory May Be Useful in Modeling How Real-World Situations Get Out of Control”, *American Scientist*, vol.83, 1995, pp.548-557.

- SHELLING**, Thomas, *The Strategy of Conflict*, New York, Oxford University Press, 1960.
- SHELLING**, Thomas, *Micromotives and Macrobehavior*, New York, Norton, 1978.
- SEGAL**, David R., “The Social Construction of Peacekeeping by U.S. Soldiers”, *Tocqueville Review*, vol.17, n°1, 1996, pp.7-21.
- SMITH**, Hugh, “What Costs Will Democracies Bear ? A Review of Popular Theories of Casualty Aversion”, *Armed Forces & Society*, vol.31 n°4, 2005, pp.487-512.
- SMITH**, Rupert (Gen. Sir), *The Utility of Force : The Art of War in the Modern World*, Londres, Allen Lane, 2005.
- SOROKIN**, Pitirim, *Social and Cultural Dynamics. Vol.III: Fluctuation of Social Relationships, War and Revolution*, New York, American Book Company, 1937.
- SPEIER**, Hans, “The Social Types of War”, *American Journal of Sociology*, vol.46, 1941, pp.445-454.
- STIGLITZ**, Joseph & Linda **BILMES**, *The Three Trillion Dollar War: The True Cost of the Iraq Conflict*, New York, Norton, 2008.
- STOFFER**, Samuel et al., *Studies in Social Psychology in World War II: The American Soldier*, vol. 2, Princeton, Princeton University Press, 1949.
- VIRILIO**, Paul, *L'écran du désert*, Paris, Galilée, 1991.
- VIRILIO**, Paul, *Stratégie de la déception*, Paris, Galilée, 1999.
- VIRILIO**, Paul & Sylvère **LOTRINGER**, *Pure War*, New York, Semiotext(e), 2008 [1983].
- WALTZ**, Kenneth, *Theory of International Politics*, New York, McGraw-Hill, 1979.
- WHITE**, Harrison, *Identity and Control*, Princeton, Princeton University Press, 1992.
- WHITE**, Matthew, *Historical Atlas of the Twentieth Century*, 2011 : <http://necrometrics.com/>.
- WILSON**, Garrett, *Nonlinear Dynamical Systems as a Paradigm for International Relations Theory*, 1999 : <http://www.garretwilson.com/essays/internationalrelations/complexworld.html>.
- WOLFSON**, Murray, Anil **PURI** & Mario **MARTELLI**, “The Nonlinear Dynamics of International Conflict”, *Journal of Conflict Resolution*, vol.36, n°1, 1992, pp.119-149.
- WRIGHT**, Quincy, *A Study of War*, Chicago, University of Chicago Press, 1942.